

GLOBAL INITIATIVE
AGAINST TRANSNATIONAL ORGANIZED CRIME

« NE VENEZ PAS VOTER »

GANGS, ÉLECTIONS, VIOLENCE POLITIQUE ET CRIMINALITÉ À KANO ET RIVERS (NIGÉRIA)

Kingsley Madueke | Lawan Danjuma Adamu
Katja Lindskov Jacobsen | Lucia Bird

OCTOBRE 2023

REMERCIEMENTS

Les auteurs remercient les collaborateurs qui ont joué un rôle clé dans la réalisation de cette étude. Ils adressent toute leur reconnaissance aux chercheurs qui ont effectué une grande partie du travail sur le terrain et qu'ils ne peuvent pas nommer pour des raisons de sécurité. Ils remercient également Mark Shaw pour ses éclairages et ses commentaires, ainsi que Lyes Tagziria pour son analyse statistique. Ils tiennent enfin à remercier l'équipe des publications de The Global Initiative Against Transnational Organized Crime (l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, GI-TOC) pour sa contribution. Faisant partie du projet COPIGoG, ce rapport est partiellement financé par le ministère danois des Affaires Étrangères et géré par le DANIDA Fellowship Centre. Ses conclusions sont indépendantes et les points de vue et opinions exprimés par les partenaires du projet sur la base des résultats des travaux de recherche ne sont pas nécessairement ceux du ministère des Affaires Étrangères.

À PROPOS DES AUTEURS

Le Dr Kingsley Madueke est le coordinateur des recherches pour le Nigéria au sein de l'Observatoire de l'Afrique de l'Ouest à la GI-TOC. Il est conférencier au Centre de gestion des conflits et d'études sur la paix de l'université de Jos et a rédigé de nombreux articles sur la violence et l'instabilité au Nigéria. Il est titulaire d'un doctorat en sciences politiques de l'Université d'Amsterdam.

Lawan Danjuma Adamu est le coordinateur de terrain pour le nord du Nigéria à l'Observatoire de l'Afrique de l'Ouest à la GI-TOC. Il est cofondateur de la plateforme de journalisme d'investigation Dateline Nigeria et ancien rédacteur en chef du *Daily Trust*, un journal nigérian.

Katja Lindskov Jacobsen est chercheuse principale au Centre d'études militaires du département de sciences politiques de l'université de Copenhague. Une partie de ses recherches porte sur la piraterie et les crimes connexes, avec un accent particulier sur le golfe de Guinée. Elle a publié de nombreuses contributions, notamment des rapports stratégiques et des publications universitaires.

Lucia Bird est directrice de l'Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest à la GI-TOC. Elle a auparavant travaillé comme conseillère juridique et politique au département de la planification et du développement du gouvernement du Punjab, au Pakistan, et au ministère des Finances, au Ghana.

© Global Initiative Against Transnational Organized Crime, 2023.
Tous droits réservés.

Aucune partie de la présente publication ne peut être reproduite ou transmise sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit sans l'autorisation écrite de la GI-TOC.

Photos de couverture : © *Michele Spatari/AFP via Getty Images*

Veuillez adresser vos demandes à :
The Global Initiative Against Transnational Organized Crime
Avenue de France 23
Genève, CH-1202
Suisse
www.globalinitiative.net

SOMMAIRE

Acronymes et abréviations 2

Synthèse 3

Contexte 3
Méthodologie 4
Conclusions 5

Évolution des gangs et de la violence politique à Kano et à Rivers 7

Émergence et évolution des gangs à Kano 8
Émergence et évolution des gangs à Rivers 11

Typologie de la violence politique lors des élections de 2023 à Kano et Rivers 14

Protection des hommes politiques 16
Attaques contre les opposants politiques et les bandes rivales pendant les campagnes 16
Attaques contre les électeurs et les agents électoraux 18
Détournement et destruction du matériel de vote 19
Menaces et intimidation des électeurs et des opposants politiques 20
Assassinat d'opposants politiques 23
Enlèvement d'opposants politiques 24
Rémunération et incitations à la violence politique 25

Que font les hommes de main politiques lorsqu'ils n'exercent pas de violence politique ? 28

Yandaba et le trafic de drogue à Kano 28
Groupes sectaires, soutage pétrolier, piraterie et enlèvements à Rivers 30

Intérêts criminels, politiques et impacts 32

Protection politique des marchés criminels 32
Impact des gangs, de la violence politique et des activités illicites 33

Conclusion 35

Recommandations 35

Notes 39

GLOBAL INITIATIVE
AGAINST TRANSNATIONAL ORGANIZED CRIME

DU CONCEPT À L'ACTION : UNE DÉCENNIE D'ANALYSE, DE PERTURBATION ET DE RÉSILIENCE

The Global Initiative Against Transnational Organized Crime a été fondée en 2013 dans le but d'élaborer une approche stratégique mondiale de lutte contre la criminalité organisée basée sur le renforcement de la volonté politique d'action, la création d'une base de données analytique sur la criminalité organisée, la mise à mal des économies criminelles et le développement de réseaux de résilience au sein des communautés impactées. Dix ans plus tard, la menace que fait peser la criminalité organisée est plus grande que jamais. Il est donc essentiel de continuer à agir en élaborant une réponse mondiale coordonnée.

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

APC	All Progressives Congress
INEC	Independent National Electoral Commission
LGA	Local government area
MEND	Movement for the Emancipation of the Niger Delta
NDLEA	National Drug Enforcement Agency
NDPVF	Niger Delta People's Volunteer Force
NDV	Niger Delta Vigilante
NEPU	Northern Elements Progressive Union
NNPP	New Nigeria People's Party
NPC	Northern People's Congress
NSCDC	Nigeria Security and Civil Defense Corps
PDP	People's Democratic Party



SYNTHÈSE

La violence politique est un obstacle majeur aux processus démocratiques dans le monde entier. La violence perpétrée dans le but de remporter une victoire électorale a des conséquences considérables : destruction de vies et de biens, déplacement de populations, atteinte à la crédibilité du processus électoral et érosion de la confiance du public dans les institutions démocratiques.[1] Dans les pays d'Afrique, notamment au Nigéria, au Kenya, au Mozambique, au Zimbabwe et en Sierra Leone, les gangs jouent un rôle central dans la violence politique. Lorsqu'ils ne sont pas en train de perpétrer des violences politiques, ces mêmes gangs sont souvent impliqués dans toute une série de marchés illicites.[2] Les analyses réalisées jusqu'à présent ne se sont cependant pas suffisamment penchées sur le lien entre gangs, violence politique et marchés illicites, les considérant essentiellement comme des phénomènes distincts.[3] Cette intersection a été sous-estimée, avec des conséquences importantes sur les stratégies de réponse.

Contexte

Depuis le retour du Nigéria à la démocratie en 1999, les gangs criminels jouent un rôle croissant dans la violence politique du pays. Ces acteurs criminels se livrent à un large éventail d'activités, notamment en intimidant les électeurs et les opposants politiques, en se livrant à des assassinats et en perturbant les rassemblements politiques pour le compte d'acteurs politiques. Les gangs sont rémunérés en espèces ou bénéficient de cadeaux et d'autres faveurs de la part d'acteurs politiques (nominations à des postes gouvernementaux et protection de l'État notamment).

Malgré le déploiement des forces de sécurité, les périodes électorales au Nigéria sont depuis longtemps caractérisées par des niveaux élevés de violence - les élections de 2023 n'y ont pas fait exception.[4] Bien que les données recueillies sur la violence politique au Nigéria fassent globalement état d'une diminution du nombre de morts par rapport aux précédents cycles électoraux, le nombre d'incidents violents enregistrés a augmenté. De plus, les recherches présentées dans ce rapport soulignent que le nombre d'actes violents politique ne permet pas de saisir tout l'impact de la violence politique sur les résultats politiques les plus récents au Nigéria. La privation du droit de vote a été une conséquence évidente des formes plus discrètes de menace et d'intimidation : les élections de 2023 ont été marquées par le taux de participation le plus faible de l'histoire du Nigéria, le président Bola Tinubu ayant en effet été élu par moins de 10 % de l'électorat nigérian.

Bien que la violence électorale concerne l'ensemble du pays, Kano, dans le nord, et Rivers, dans le sud, figurent régulièrement parmi les États les plus durement touchés par la violence politique. En 2023, ces deux États sont devenus des points chauds de violence électorale.[5] Ces deux Etats sont politiquement très compétitifs et abritent des gangs criminels liés à des hommes politiques, qui jouent un rôle de premier plan dans la violence électorale. La violence électorale de longue date, associée aux attaques et affrontements qui ont précédé et accompagné les élections de 2023, ont eu un impact majeur sur la participation des électeurs, le processus de vote et, par conséquent, le résultat des élections dans ces régions.

Les gangs criminels ne sont pas les seuls acteurs associés à la violence au Nigéria. Par exemple, différents groupes, dont des organisations extrémistes violentes, telles que la province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique (ISWAP) et Jama'atu Ahlis Sunna Lidda'adati wal-Jihad (JAS), des bandits armés dans le nord, ainsi que des sécessionnistes tels que Indigenous People of Biafra (IPOB) dans le sud-est, seraient impliqués dans des actes violents dans différentes parties du pays. Le présent rapport se concentre sur les gangs criminels, parce qu'ils sont davantage impliqués dans les violences électorales et qu'ils sont comparativement plus profondément enracinés dans le paysage social et politique des États étudiés.

En tant qu'études de cas, les situations à Kano et à Rivers montrent que la violence politique au Nigéria ne peut être considérée comme un phénomène limité à une zone géographique ou à un parti politique particulier. Ces États sont situés dans des régions différentes, sont confrontés à des dynamiques criminelles et conflictuelles distinctes et ont des histoires contrastées en matière d'affiliation politique. Pourtant, la centralité de la violence politique (et les liens cruciaux qu'elle révèle entre la criminalité et la politique) est un dénominateur commun qui corrode les processus démocratiques dans les deux États, et au Nigéria dans son ensemble.

À Kano et à Rivers, les dynamiques actuelles de la violence politique sont apparues lorsque les partis politiques ont engagé des éléments de groupes préexistants (associations de chasseurs et cultes, respectivement) dans le but d'attaquer opposants, électeurs et responsables électoraux. Les groupes sous contrat ont bénéficié de cet alignement politique et, au fil du temps, un écosystème, bénéfique aux deux parties, s'est dessiné entre les gangs et les hommes politiques. Cet écosystème, dont les contours exacts sont façonnés par des facteurs locaux complexes, est très préjudiciable à la démocratie nigériane. Les deux études de cas présentées dans ce rapport tentent de démêler cet écosystème complexe et d'explorer les questions clés suivantes : est-ce que ce sont les gangs qui ont émergé en premier ou la violence politique ? Que deviennent les gangs qui sont du côté des perdants dans les batailles politiques ?

En outre, les élections sont cycliques et que les gangs politiques semblent prêts à répondre aux demandes de leurs associés politiques tous les quatre ans. Mais que font ces gangs dans l'intervalle ? Cette question (que font les hommes de main politiques lorsqu'ils ne sont pas impliqués dans la violence politique)[6] a sous-tendu la présente étude. Les marchés criminels sont la réponse. Ce rapport avance que, en dehors des cycles électoraux, les gangs criminels impliqués dans la violence politique opèrent sur toute une série de marchés illicites pour assurer leur pérennité et leur résilience. Le lien entre violence politique et marchés illicites est très préoccupant, car il offre aux acteurs criminels une couverture politique et un accès à des moyens qui leur permettent de commettre d'autres activités violentes et criminelles. Il est donc urgent d'explorer les implications de ces recoupements pour la politique et la gouvernance, et d'identifier des moyens potentiels de rompre ces liens.

Méthodologie

Le processus de recherche qui sous-tend ce rapport s'articule autour de plusieurs étapes. Il a commencé par une revue de la littérature sur la violence politique à Kano et à Rivers. S'en est suivie une série de discussions internes entre différentes équipes de la GI-TOC spécialisées dans l'analyse des gangs criminels et de la violence politique dans toute une série de sites urbains en Afrique, ainsi qu'avec des chercheurs extérieurs au Nigéria et au-delà. Les recherches sur le terrain ont été réalisées dans différentes parties des États de Kano et de Rivers entre novembre 2022 et juin 2023. Des entretiens ont été menés avec 76 personnes (32 à Kano et 50 à Rivers), dont des membres actifs et d'anciens membres de gangs, des victimes de violences, des témoins, des représentants de la société civile, des forces de l'ordre, des chefs communautaires, des journalistes et des membres de groupes d'autodéfense. Outre les entretiens, les chercheurs sur le terrain à Kano et Rivers ont également observé directement des événements politiques avant et pendant les élections présidentielles et législatives fédérales du 25 février et les élections des gouverneurs et parlementaires des États du 18 mars 2023.



L'élection des gouverneurs en 2019 a vu une mobilisation massive des gangs à Kano, ce qui a donné lieu à des affrontements meurtriers et à un premier tour de scrutin non concluant. *© Pius Utomi Ekpei/AFP via Getty Images*

La présente étude s'est également appuyée sur des sources secondaires, notamment des rapports des médias, des réseaux sociaux, des vidéos et d'autres produits diffusés sur WhatsApp, des analyses d'experts et des rapports d'organisations de la société civile. Elles ont été complétées par un suivi des réseaux sociaux et des médias traditionnels entre novembre 2022 et janvier 2023, ainsi que par une série supplémentaire d'analyses des médias en juin 2023.[7]

Conclusions

Pour répondre efficacement à la violence liée aux élections, il est important de comprendre et de rompre le lien entre les gangs criminels qui commettent cette violence, les acteurs politiques et les marchés illicites qui entretiennent ces gangs lorsqu'ils ne sont pas occupés par la violence politique.

Le présent rapport met en évidence sept conclusions essentielles concernant le lien entre les gangs, la violence politique et les économies illicites :

- Si la violence politique est antérieure au rôle des gangs en politique, elle se présentait auparavant sous la forme d'une répression étatique. L'engagement par les acteurs politiques de membres de groupes préexistants mais apolitiques pour perpétrer des attaques directes à l'encontre d'opposants politiques, d'agents électoraux et d'électeurs a transformé la violence électorale et a donné naissance à un écosystème qui bénéficie à toutes les parties et qui sape la démocratie en promouvant les gangs criminels.
- Seule une fraction de la violence politique est mesurable. La menace de violence, alimentée par le recours constant à la violence lors des précédents cycles électoraux et à un niveau sans précédent lors des élections de 2023, joue un rôle tout aussi important dans les résultats électoraux et la privation du droit de vote. La recrudescence d'une violence politique clandestine a probablement contribué à la plus faible participation enregistrée aux élections de 2023.
- Les gangs qui commettent des violences politiques orchestrent d'autres activités criminelles en dehors des périodes électorales. À Kano, les Yandaba coordonnent principalement les marchés locaux de la drogue, tandis qu'à Rivers, les hommes de main politiques jouent un rôle central dans le soutage du pétrole, la piraterie et les enlèvements. Ces activités criminelles sont essentielles à la résilience économique des gangs entre les périodes électorales.
- Les gangs alignés à la partie perdante des élections s'exposent à diverses conséquences coûteuses. En plus de perdre l'accès à des avantages, tels que des nominations politiques, des faveurs ou une protection, les membres de gangs deviennent la cible de persécutions, de mesures de répression, de raids et parfois de meurtres. Ces conséquences intensifient les enjeux et incitent les gangs à prendre des mesures de taille pour s'assurer une victoire électorale par tous les moyens.

- La manière dont les hommes politiques embauchent des acteurs criminels pour fournir des services (pour commettre des violences politiques) et le réseau complexe de rémunérations qui en découle mettent en évidence les risques d'une protection politique des marchés criminels.
- L'emploi des gangs dans les luttes politiques a conduit à une militarisation accrue des marchés criminels. Les hommes politiques fournissent des armes aux gangs pour perpétrer des actes violents en période électorale. Après les élections, ces mêmes armes sont utilisées pour commettre des crimes violents, tels que des actes de piraterie et des vols à main armée.
- Si l'impact de la violence politique est principalement local, les auteurs se livrent également à d'autres activités criminelles qui ont des conséquences régionales et internationales. Le financement, la protection et l'armement de ces groupes dans le contexte des élections peuvent donc avoir des effets au-delà des frontières nationales, impactant des problèmes internationaux, comme la piraterie.

Ce rapport met en lumière l'interaction complexe entre les gangs, la violence politique et les marchés criminels au Nigéria, en se concentrant sur les élections de 2023. Répondre à ce problème exige des stratégies globales qui vont au-delà des réponses isolées à la violence politique, notamment le déploiement de forces de sécurité. Les efforts doivent porter sur la perturbation des réseaux criminels impliqués, la lutte contre les activités illicites qui soutiennent ces groupes et, surtout, la poursuite des commanditaires de la violence politique afin de s'assurer qu'ils soient traduits en justice.

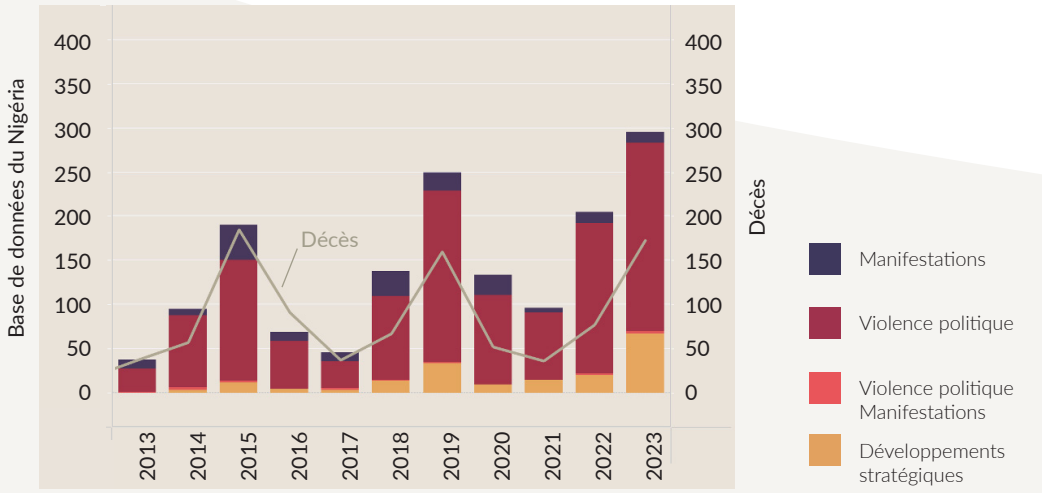


FIGURE 1 Actes violents et décès liés aux élections au Nigéria, 2013-2023.

REMARQUE : Les observateurs de Kano et de Rivers ont unanimement reconnu que les chiffres de l'ACLED sous-évaluent probablement dans une large mesure le nombre d'actes violents politique. Par conséquent, si ces chiffres fournissent un aperçu des tendances, ils n'en donnent certainement pas une image globale. De plus, les sources de collecte de données de l'ACLED ont été élargies en 2017 et 2018, et sont restées les mêmes depuis lors. De fait, si les données relatives aux élections de 2019 et 2023 peuvent être directement comparées, il n'en va pas de même pour les élections d'avant 2019 du fait des changements opérés dans la collecte des données.



ÉVOLUTION DES GANGS ET DE LA VIOLENCE POLITIQUE À KANO ET RIVERS

Pour comprendre le rôle joué par les gangs politiques dans les élections de 2023 au Nigéria, il est nécessaire d'identifier comment ils ont évolué par rapport au paysage politique du pays. Dans tout le Nigéria, la prévalence des gangs politiques peut être attribuée à des facteurs structurels sous-jacents, tels que le chômage, la pauvreté, la corruption des institutions politiques, l'acceptation de la violence comme outil politique et le sentiment d'inégalité et de marginalisation.[8] Toutefois, l'émergence et le développement des gangs sont influencés par des facteurs contextuels spécifiques qui varient d'une région à l'autre. À Kano, les gangs politiques sont apparus dans les années 1950 et ont immédiatement établi des liens étroits avec le tissu politique local. En revanche, à Rivers, les gangs politiques étaient à l'origine des « cultes » constitués sur les campus et qui ont par la suite étendu leur influence à la rue. Contrairement à Kano, ils n'avaient pas de liens significatifs avec les figures politiques jusqu'à ce que le Nigéria bascule vers un système de gouvernement démocratique en 1999.

Les différences de contexte dans l'émergence et l'évolution des gangs à Kano et à Rivers ont des implications sur leurs interactions avec les hommes politiques, leurs motivations à s'engager dans la violence politique, leur implication sur les marchés illicites et les stratégies requises pour proposer des réponses efficaces.

Terminologie de la violence politique et de la criminalité au Nigéria

Sociétés secrètes : Groupes qui sont nés sous la forme de confraternités sur les campus dans les années 1960 et 1970, mais qui se sont transformés en gangs de rue qui se livrent à diverses activités criminelles depuis les années 1990.

Violence électorale : Violence perpétrée pour augmenter les chances de victoire électorale ou affaiblir les opposants politiques avant, pendant ou après des élections.

Violence politique : Actes violents perpétrés pour servir des intérêts politiques.

Soutage de pétrole : Tout acte englobant le vol de pétrole, tel que le détournement de pétrole, la contrebande et le chargement illicite de navires sans autorisation, ainsi que le raffinage illégal de pétrole brut dans le cadre d'un processus dit de « cooking » ou de « kpo fire ».

Piraterie : Tout acte illégal de violence ou de détention, ou tout vol, commis à des fins personnelles par l'équipage ou les passagers d'un navire ou d'un avion privé en haute mer à l'encontre d'un autre navire ou avion, ou à l'encontre de personnes ou de biens se trouvant à bord de ce navire ou de cet avion.

Talakawa : Mot hausa désignant les pauvres ou les paysans.

Yanbanga : Mot hausa désignant des fers-de-lance, utilisé pour décrire un groupe d'hommes recrutés par des partis politiques pour protéger leurs idéaux par la violence. Les Yanbanga étaient nombreux dans certaines régions du nord du Nigéria au début des années 1950 et au début des années 1980. Dans d'autres régions du Nigéria, le terme Yanbanga est utilisé pour désigner les groupes d'autodéfense locaux et les groupes de surveillance de quartier.

Yandaba : Criminels qui tirent leur nom du mot hausa *daba*, qui signifie gangs. Ces groupes sont associés à différentes formes de violence et d'activités criminelles.

Yanfarauta : Nom hausa désignant les chasseurs ou un groupe de chasseurs.

Yantauri : Un groupe d'hommes dont on croit qu'ils sont protégés contre les couteaux. Les Yantauri sont surtout présents dans le nord du Nigéria.

Émergence et évolution des gangs à Kano

Connus localement sous le nom de Yandaba, les gangs qui sont aujourd'hui à l'origine de la violence politique à Kano sont le fruit de plus de soixante ans d'évolution. Le recours pour la première fois à des gangs pour perpétrer des violences contre des rivaux politiques remonte à 1951. Le Northern People's Congress (NPC), parti politique soutenu par l'administration coloniale et la Native Authority, ont lancé une campagne de répression contre son rival plus populaire, la Northern Elements Progressives Union (NEPU), parti populiste bénéficiant d'un soutien important au sein des communautés défavorisées.

Bien que la violence politique soit antérieure au rôle des gangs dans la politique de Kano, elle existait sous la forme d'une véritable répression de l'État. Le NPC avait utilisé les instruments de l'État pour réprimer l'opposition (la NEPU), en arrêtant et en utilisant les forces de sécurité pour harceler les dirigeants de l'opposition. Cependant, lorsque des éléments du NPC ont commencé à craindre la popularité croissante de l'opposition, en particulier parmi les pauvres, le parti a payé des membres d'associations de chasseurs préexistantes (qui n'avaient auparavant aucun lien avec la politique) pour qu'ils opèrent comme des instruments de violence politique et attaquent directement des membres de la NEPU, d'où l'émergence du terme Yandaba. En réaction, la NEPU a également fait appel à des gangs. La principale différence dans l'utilisation initiale des gangs par les deux partis a été la suivante : les gangs qui travaillaient pour la NEPU l'ont fait principalement pour des raisons d'alignement idéologique tandis que les gangs qui se sont rangés du côté du NPC ont initialement répondu à des incitations matérielles.[9] C'est ainsi que les gangs se sont peu à peu mis à jouer un rôle plus central dans les dynamiques politiques.

Les coups d'État militaires successifs ont coupé par intermittence les gangs de leur principale source de financement : les rentes versées par les hommes politiques. Le retour à une longue période de régime militaire en 1983, après une brève période démocratique, a marqué le début d'une longue période de difficultés financières pour les gangs. Parallèlement, les programmes d'ajustement structurel adoptés en 1986 ont réduit les possibilités d'emploi formel, rendant de nombreux jeunes vulnérables au recrutement sur les marchés criminels.[10]

Les Yandaba ont cherché d'autres sources de financement, et le marché de la drogue de Kano, en pleine expansion, était bien placé pour répondre à leurs besoins. À partir des années 1980, les Yandaba sont passés du statut de consommateurs de drogues à celui d'acteurs majeurs dans la distribution des stupéfiants, se positionnant stratégiquement comme vendeurs de drogues couramment consommées, comme le cannabis, le diazépam et, depuis le début des années 2010, le tramadol.[11]

Depuis le retour de la démocratie en 1999, les gangs se sont progressivement imposés comme des acteurs clés de la politique de Kano en renforçant leurs liens avec les hommes politiques et affirmant leur influence sur les résultats de vote. Le nombre d'hommes politiques qui recrutent des gangs a également augmenté, entraînant une montée de la violence dans l'État de Kano.[12]

Lors de la période électorale de 2003, les gangs étaient devenus partie intégrante de l'architecture sécuritaire des représentants gouvernementaux, fournissant les services que le personnel de sécurité classique ne pouvait ou ne voulait pas assurer. Ils attaquaient notamment les opposants, intimidaient les électeurs et perturbaient les rassemblements de campagne et les élections.

Les gangs étant recrutés par un nombre croissant d'hommes politiques de tous bords, les affrontements entre factions de Yandaba recrutées par des opposants politiques sont devenus fréquents. La plupart des gangs Yandaba ont aujourd'hui perdu l'orientation idéologique qu'ils avaient dans les années 1950 et sont désormais recrutés par tout type de parti. Les gangs politiques ont joué un rôle croissant lors des élections de 2007, rôle qui s'est renforcé lors des élections de 2011, 2015 et 2019.

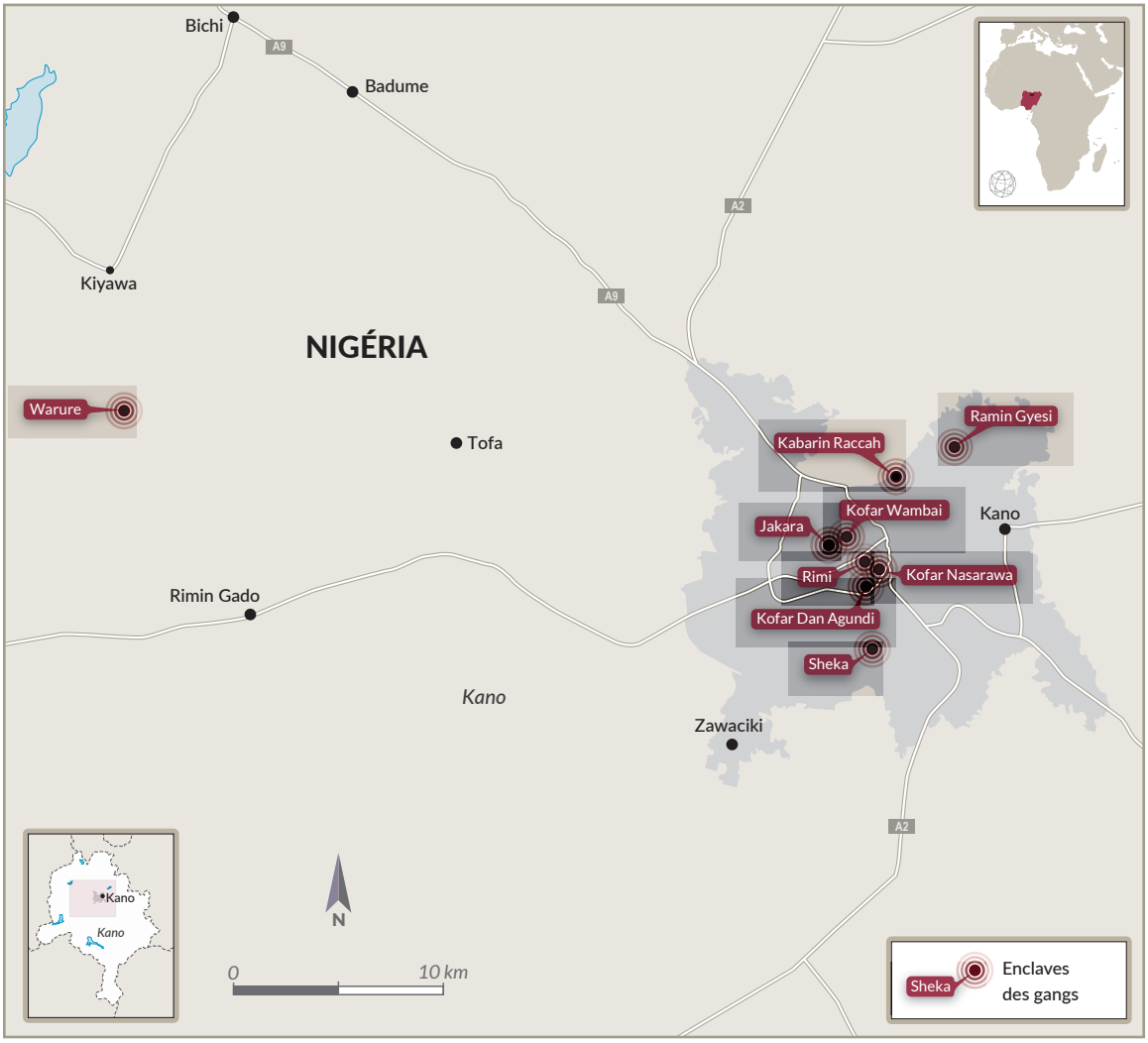
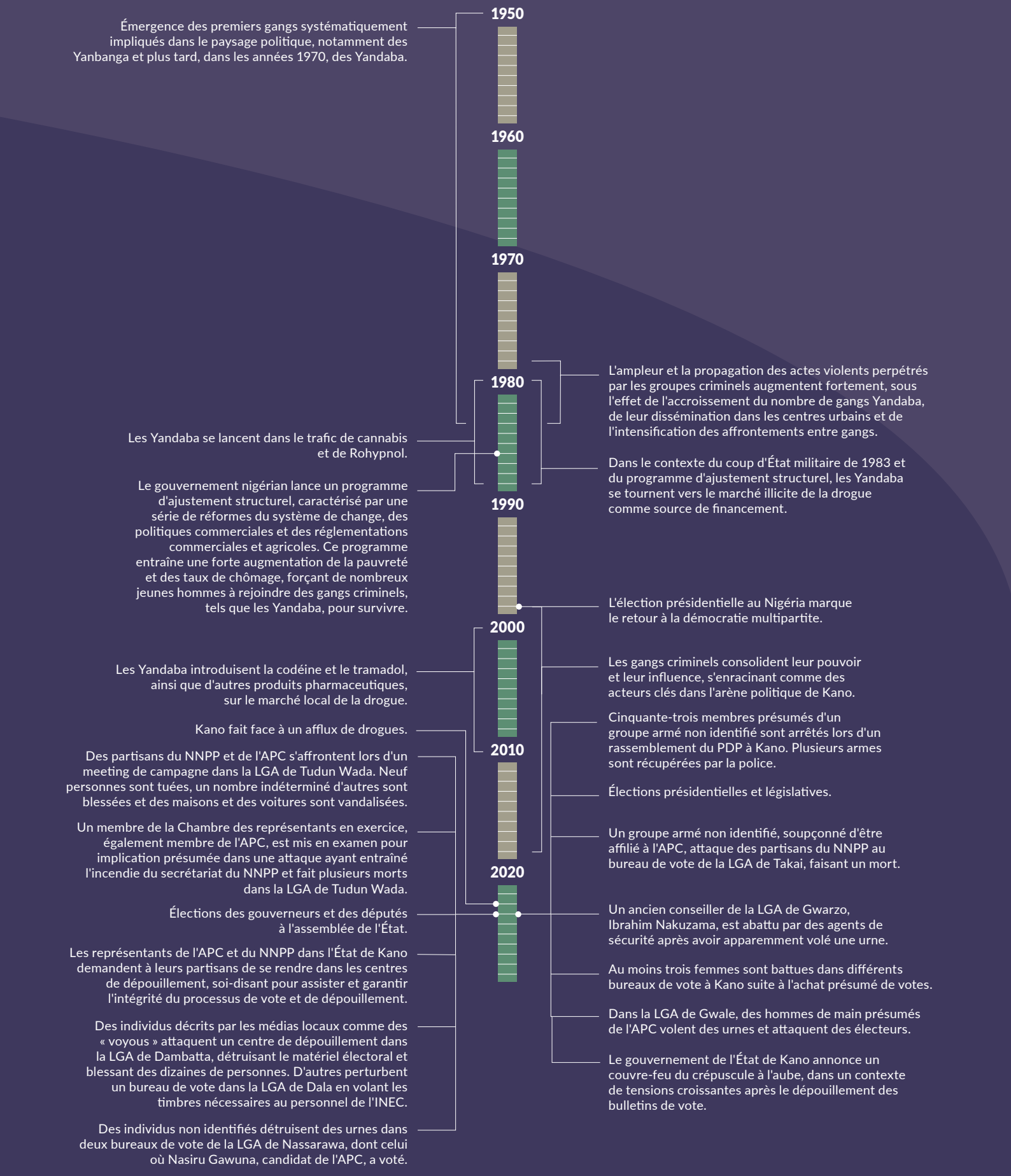


FIGURE 2 Fiefs des gangs autour de Kano.

CHRONOLOGIE DE L'ÉMERGENCE ET DE L'ÉVOLUTION DES GANGS POLITIQUES À KANO





Les armes fournies aux gangs par les hommes politiques pour perpétrer des actes violents en période électorale sont ensuite utilisées pour d'autres activités criminelles, notamment des vols à main armée.
Photo : Division de la police de Kano

En 2019, les Yandaba ont adopté un rôle bien plus important dans la détermination des résultats électoraux à Kano, en particulier lors de l'élection des gouverneurs en 2019, où les gangs se sont massivement mobilisés à Kano.[13] Suite à l'organisation d'un nouveau vote après un premier tour non concluant, la violence politique a flambé et le scrutin a été interrompu dans un certain nombre de zones de gouvernement local (local government area en anglais ou LGA) en raison de violences sans précédent.[14] Il est estimé que le résultat de cette deuxième élection a été influencé par la menace de violence de la part de membres de gangs qui seraient liés aux deux principaux partis politiques, All Progressives Congress (APC) et People's Democratic Party (PDP).[15]

Émergence et évolution des gangs à Rivers

Des fraternités, qui se transformeront plus tard en gangs-cultes, ont émergé sur les campus universitaires nigérians dans les années 1950. Ces groupes ont proliféré dans l'État de Rivers et dans la région plus large du delta du Niger à partir des années 1980.[16] Les fraternités universitaires ont été créées à l'origine pour plaidoyer en faveur des besoins et des préoccupations des étudiants. Elles sont restées pacifiques jusqu'à ce qu'éclatent des disputes et que leurs membres commencent à se munir de couteaux et de machettes. À la fin des années 1980 et dans les années 1990, ces fraternités ont commencé à se transformer en gangs-cultes, étendant leur présence et leurs activités à la rue, où des garçons plus jeunes (et plus téméraires) se sont mis à former des cultes de jeunes, tels que Deebam et Deewell, qui se livraient à des délits mineurs et à des actes violents. Au début des années 1990, les groupes cultes ont commencé à contrôler la distribution de drogues au niveau local.[17]

Le retour du Nigéria à la démocratie en 1999 a marqué un tournant dans l'intégration des cultes dans le paysage politique de Rivers. Jusqu'alors, à l'image de la situation à Kano, la violence politique se présentait principalement sous la forme d'une répression de l'État. Le parti au pouvoir utilisait les ressources et l'appareil d'État pour réprimer les partis d'opposition. Il était par exemple courant qu'il monopolise les moyens de transport en réservant tous les bus, voitures et bateaux pour ne laisser à l'opposition aucune possibilité de faire campagne. Des agents de la sécurité de l'État étaient utilisés pour arrêter des membres des partis d'opposition, qui n'étaient libérés qu'à l'issue des élections. Entre 1999 et 2003, les partis politiques ont commencé à embaucher des membres de cultes préexistants pour mener des attaques directes contre les opposants politiques, les agents électoraux et les électeurs,[18] ainsi que pour s'emparer des urnes et truquer les résultats des élections.[19]

Selon des représentants de la société civile, c'est à ce moment-là qu'Ateke Tom, ancien vendeur de briques de boue provenant de la rivière, est devenu chef de gangs politiques et a commencé à influencer les résultats électoraux. Ateke a pris le dessus sur le précédent chef du culte Iceland (branche de rue du culte universitaire Vikings) et a pris le contrôle de ce groupe.[20]

Ateke et le secrétaire du gouvernement de l'État pour lequel Ateke Tom travaillait directement à l'époque étaient tous deux originaires d'Okrika, une île de l'État de Rivers. Durant la période qui a précédé les élections de 2003 à Rivers, les Icelanders ont joué un rôle clé pour garantir la victoire du PDP dans la LGA d'Okrika. Cette zone était sous le contrôle de l'opposition, l'All Nigeria People's Party (ANPP) depuis 1999.[21] Selon Human Rights Watch, sous la direction d'Ateke Tom, les Icelanders ont expulsé d'Okrika les Bush Boys affiliés à l'ANPP, assurant ainsi la victoire du PDP au sein du gouvernement local.[22]



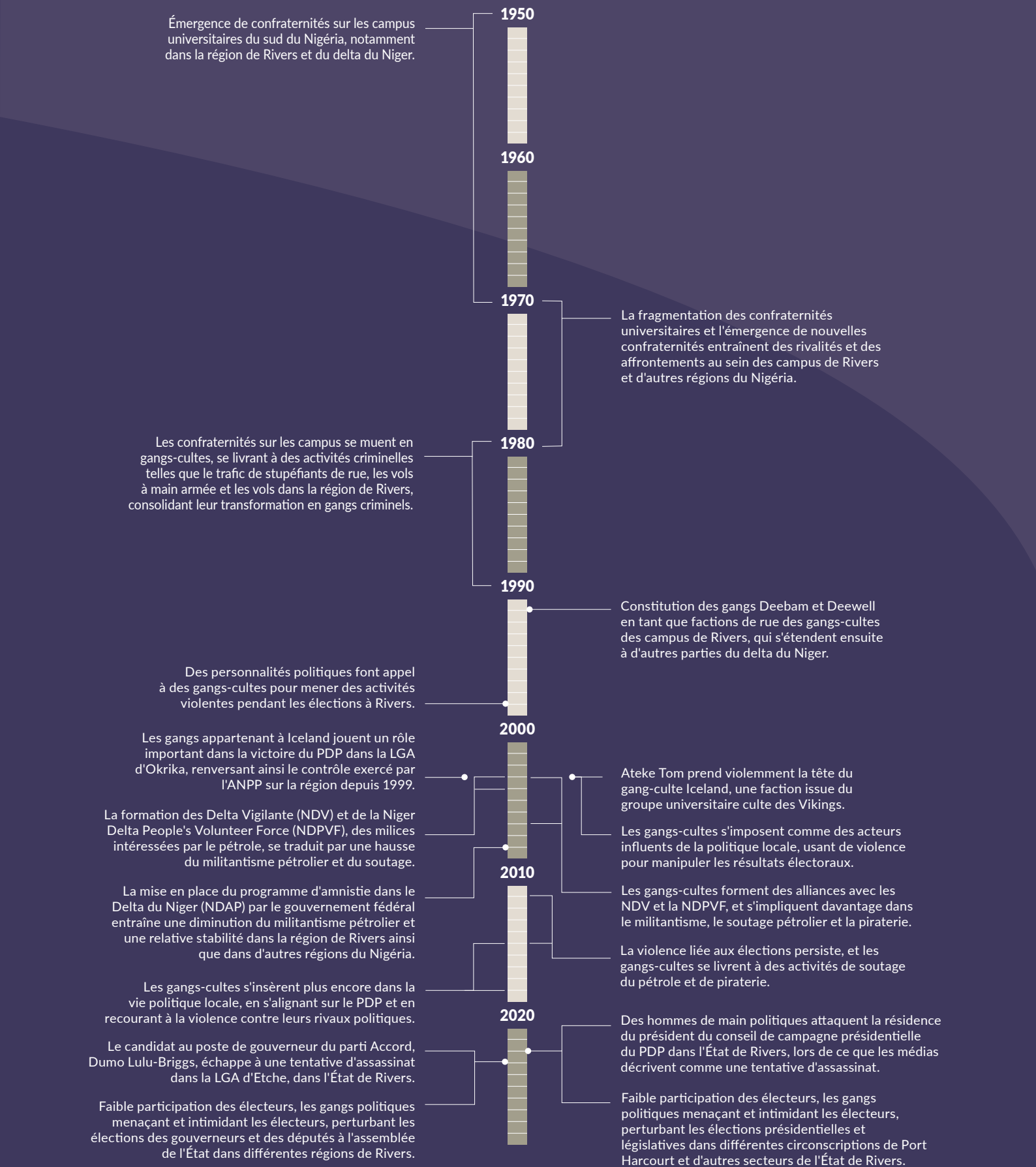
Des Yandaba lors d'un meeting de campagne à Kano. Les gangs yandaba sont à l'avant-garde de la violence politique dans l'État.
© Sani Maikatange

Les élections de 2003 à Rivers ont marqué la consolidation des cultes en tant qu'acteurs clés de la violence politique et de l'issue des élections. Les élections qui ont suivi en 2007, 2011 et 2015 ont été caractérisées par des niveaux de violence variables, les cultes jouant un rôle central dans les attaques agressives menées à l'encontre des opposants politiques du PDP au pouvoir, ainsi que contre les cultes rivaux travaillant pour l'opposition.[23]

Le delta du Niger a une très longue histoire de soutage de pétrole et de différentes formes de piraterie.[24] Bien que le moment exact où les membres des cultes ont commencé à participer à ces activités ne soit pas clair, les premières connections semblent avoir débuté en 2019.

Avec l'augmentation des ressources provenant des revenus du pétrole dans la région de Rivers et dans d'autres parties du delta du Niger, les gangs-cultes ont été recrutés pour commettre des actes violents électorale avec des armes de plus en plus sophistiquées. De plus, de nombreux membres du personnel de sécurité se sont laissés corrompre par des pots-de-vin, ce qui a permis à la violence liée aux élections de se développer ouvertement.

CHRONOLOGIE DE L'ÉMERGENCE ET DE L'ÉVOLUTION DES GANGS SECTAIRES DANS LA RÉGION DE RIVERS



TYPOLOGIE DE LA VIOLENCE POLITIQUE LORS DES ÉLECTIONS DE 2023 À KANO ET RIVERS

Les premiers signes indiquant le rôle plus central des gangs dans les élections de février 2023 ont commencé à se manifester en 2022 et ont persisté pendant la période préélectorale. L'implication accrue des gangs dans les épisodes précédents de violence électorale à Kano et Rivers a souligné l'utilité des gangs pour les hommes politiques, a confirmé leur impunité et a accru la peur des gangs au sein de la population. Les élections des gouverneurs ont systématiquement connu des niveaux de violence plus élevés que les élections présidentielles, tant dans les contextes spécifiques de Kano et de Rivers qu'à l'échelle nationale (figure 3).



Bureau d'un parti politique incendié par des hommes de main présumés d'être menés par le chef de la majorité de la Chambre des représentants du Nigéria, le 26 février 2023, au lendemain des élections présidentielles et législatives du Nigéria.
Photo fournie

Il est important de noter que des incidents impliquant des menaces et des intimidations ont été largement rapportés tout au long de la période électorale. Durant la période qui a précédé les élections, la violence a toutefois augmenté à deux moments précis dans tout le Nigéria, et dans les États de Kano et de Rivers : au moment des primaires des partis entre mai et juin, et autour du début officiel des campagnes politiques entre septembre et octobre 2022. Elle s'est maintenue à un niveau relativement élevé jusqu'aux élections de février 2023.[25]

Selon les données de l'ACLED, Kano et Rivers ont présenté des tendances contrastées en termes d'actes violents liés aux élections en 2019 et 2023. Kano aurait connu une recrudescence des violences liées aux élections en 2023 par rapport à 2019 tandis que Rivers a enregistré une baisse de la violence au cours de la même période (figures 4 et 5). Les statistiques relatives aux morts provenant de sources multiples confirment ces tendances.[26] Cependant les réponses des personnes interrogées dans l'État de Rivers ne cadrent pas avec ces données. Elles ont en effet déclaré de manière répétée que les élections de 2023 avaient été les plus violentes à ce jour : « Nous n'avons jamais été dans une telle situation en matière d'élections dans l'État de Rivers. »[27] Cette différence peut s'expliquer en partie par la difficulté de recueillir des données précises sur la violence politique, et en partie par des niveaux plus élevés de violence clandestine.

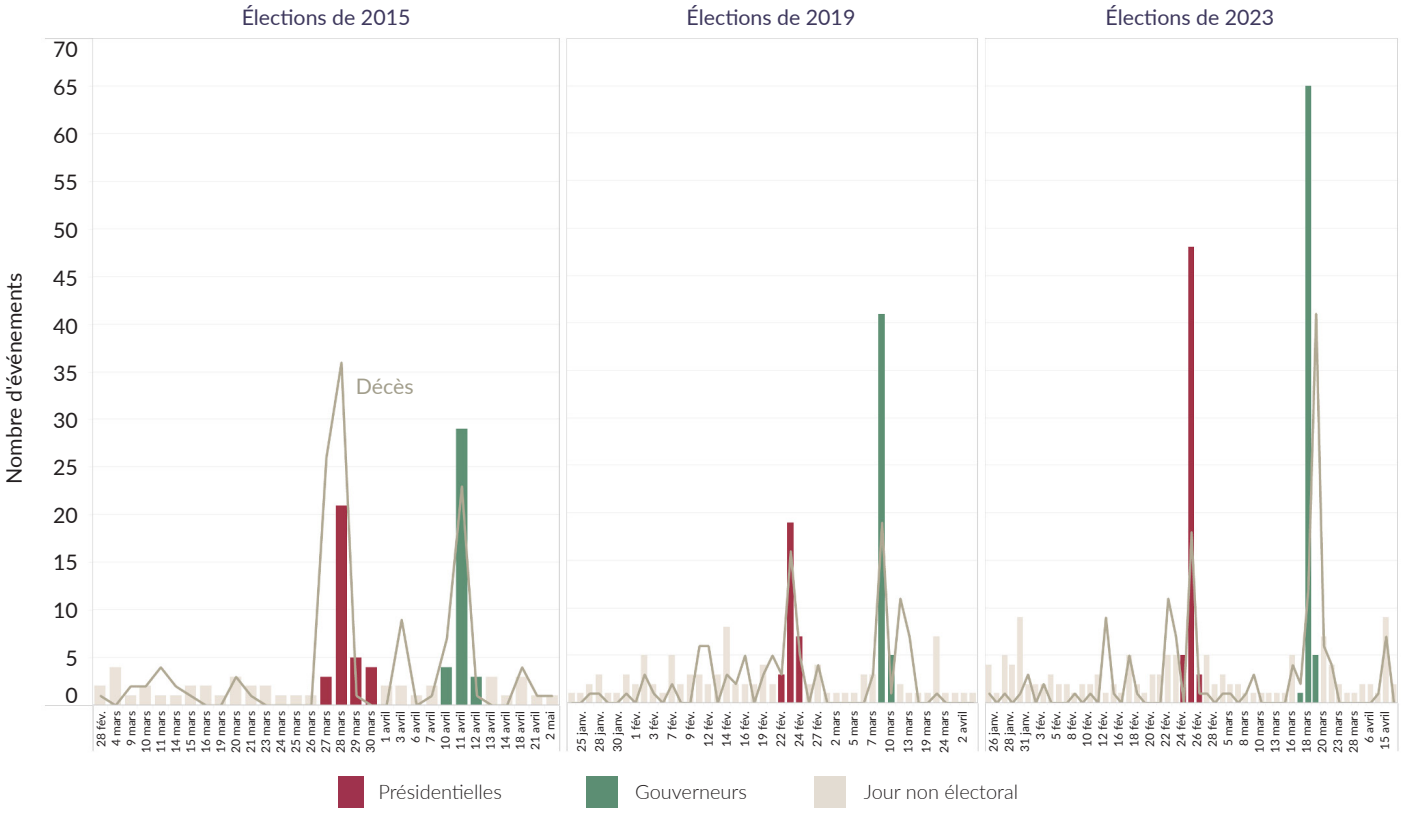


FIGURE 3 Actes violents liés aux élections et décès lors des élections présidentielles et des élections de gouverneurs au Nigéria, 2015, 2019 et 2023.

REMARQUE : Le nombre de décès liés aux violences électorales a diminué, passant de 240 en 2015 à 197 en 2019 et à 161 en 2023. Dans le delta du Niger, le nombre de décès est passé de 82 en 2015 et 2019 à 56 en 2023. La collecte de données de l'ACLED s'est améliorée au Nigéria à partir de 2019 environ. Comparer les données avant et après cette date est donc difficile, les différences pouvant être dues aux méthodes de collecte des données. Les données de l'ACLED font état d'une augmentation de la violence liée aux élections nationales au fil du temps, les élections de 2023 étant les plus violentes jamais enregistrées. Les données nationales sur les décès font cependant généralement état d'une tendance à la baisse. Cette tendance est corroborée par d'autres sources de données, notamment Nigeria Watch et PIND Peace Map, qui montrent également une baisse constante des décès liés à la violence politique entre 2015 et 2023. Les données de Nigeria Watch montrent que les décès causés par la violence politique au cours des mois d'élections sont passés de 184 en 2015 et 881 en 2019 à 636 en 2023. Voir : Nigeria Watch, https://www.nigeriawatch.org/index.php?urlaction=evtStat.

SOURCE : ACLED

Faire appel à des gangs politiques qui recourent aux menaces et à l'intimidation pour influer sur le processus électoral est devenu beaucoup plus courant tant à Kano qu'à Rivers. Des parties prenantes dans les deux contextes ont souligné la prévalence accrue de ces tactiques lors des élections de 2023 par rapport aux périodes électorales précédentes.[28]

Les violences avant, pendant et après les élections de 2023 relèvent de cinq grands types distincts, qui s'appliquent à la fois aux États de Kano et de Rivers : protection des hommes politiques, attaques contre les opposants politiques et les gangs rivaux pendant les campagnes, attaques contre les électeurs et les agents électoraux, détournement et destruction du matériel de vote, et menaces et intimidation des électeurs et des opposants politiques. Deux autres types de violence se sont manifestés à Rivers (les assassinats et les enlèvements), mais n'ont pas fait l'objet de signalements en nombre à Kano (bien que des incidents ponctuels de ce type se soient produits).

Protection des hommes politiques

Les gangs ont joué le rôle de gardes pour les rassemblements politiques, les bureaux des campagnes et les résidences des hommes politiques, servant effectivement d'agents de sécurité à de nombreux aspirants politiques. Certains membres de gangs ont reçu des véhicules faisant partie des convois. Ces services de protection ont souvent donné lieu à des affrontements violents avec des gangs rivaux, les membres du public devenant parfois des victimes collatérales.

À Rivers, les membres de gangs interrogés ont souligné que leur principale responsabilité était de protéger les hommes politiques, l'un d'entre eux indiquant : « Chaque fois qu'ils ont besoin de notre aide, nous la leur apportons, nous les protégeons. »[29] Ce service de protection est un phénomène récurrent dans les deux États, certaines personnes ayant été sollicitées à plusieurs reprises. À titre d'exemple, un membre de gang de Rivers a déclaré avoir travaillé avec des hommes politiques ces huit dernières années.[30] Paradoxalement, le recours accru à la protection des gangs se traduit également par des affrontements de plus en plus nombreux, qui alimentent à leur tour un besoin de protection additionnelle, contribuant ainsi à un cercle vicieux d'escalade de la violence.

Attaques contre les opposants politiques et les gangs rivaux pendant les campagnes

Pendant les campagnes, les gangs ont violemment perturbé les rassemblements des opposants et attaqué les convois ou les partisans, ce qui a souvent donné lieu à des affrontements violents avec les gangs qui protégeaient les opposants.

À Rivers, les opposants politiques ont subi de manière répétée des violences avant les élections, les « hommes politiques utilisant des hommes de main pour empêcher les autres candidats de faire campagne », selon un ancien agitateur.[31] Un jeune de Rivers a expliqué que « lorsqu'on est allés faire campagne [...] des voyous sont venus, ont tiré et ont jeté des bâtons de dynamite. Une personne a été blessée à la jambe. On a dû quitter les lieux à cause de la violence dont nous étions la cible. »[32] D'autres ont évoqué les « tirs sporadiques d'armes à feu »[33] et la façon dont « ils se sont dispersés, détruisant les auvents, les chaises et leur équipement ».[34]

Selon les personnes interrogées, la violence politique inclut des attaques violentes contre des opposants dans les zones rurales de l'État de Rivers, notamment Dumo Lulu Briggs, le candidat du parti Accord, et le sénateur Magnus Abe.[35] Les auteurs de l'attaque contre Lulu Briggs n'ont pas été identifiés, mais lors d'interviews à la presse, ce dernier a accusé le PDP au pouvoir d'être impliqué dans cette attaque, bien que le gouverneur de l'État de Rivers ait donné l'ordre de protéger le processus électoral. Plusieurs personnes interrogées ont affirmé que les violences semblaient viser principalement les partis d'opposition. « Le gouverneur et ses hommes de main étaient actifs pour s'assurer qu'aucun autre parti ne fasse campagne. Je me souviens que lorsque Dumo est allé à Ahoada West, on lui a tiré dessus.

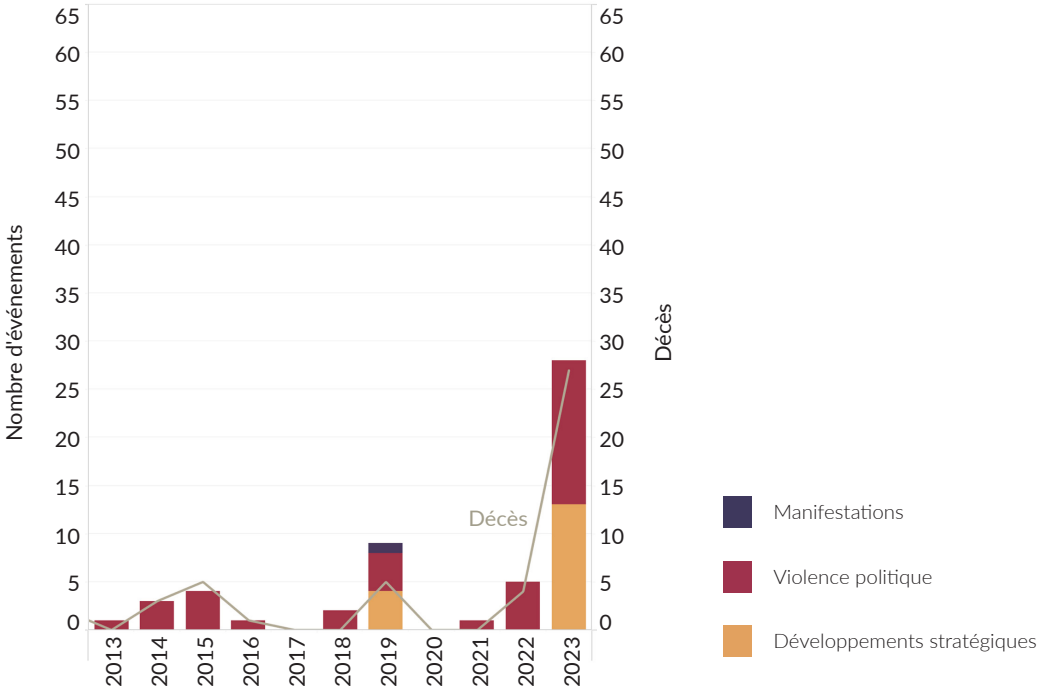


FIGURE 4 Actes violents et décès liés aux élections dans la région de Kano, 2013-2023.

SOURCE : ACLED

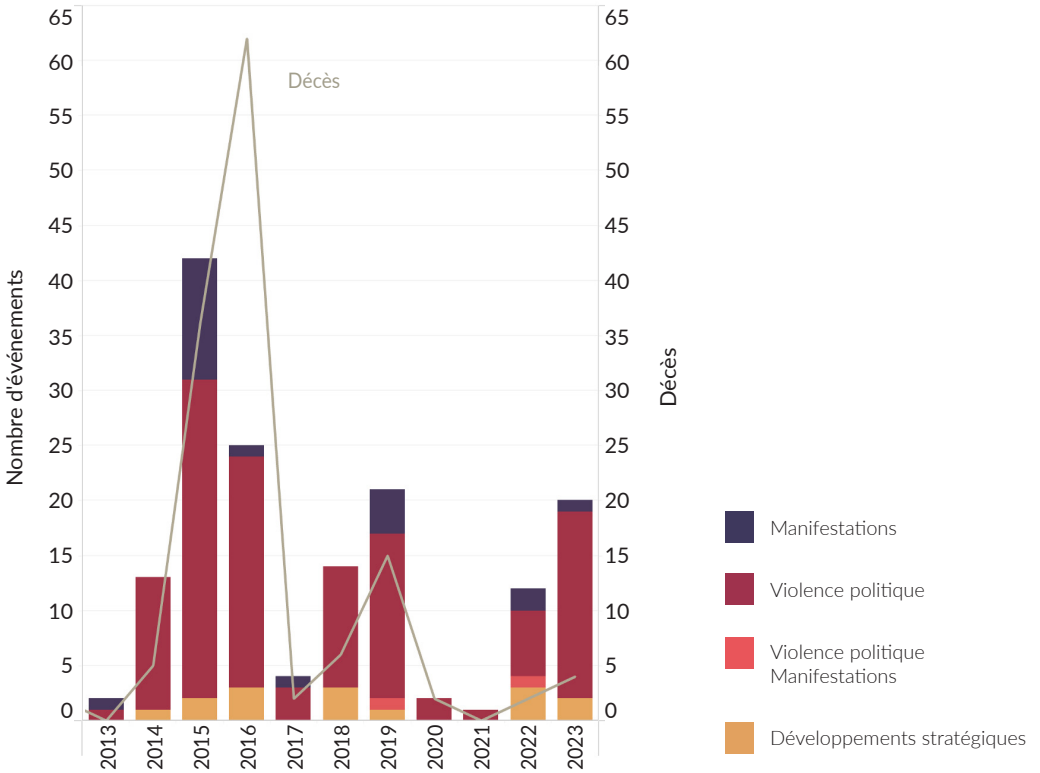


FIGURE 5 Actes violents et décès liés aux élections dans la région de Rivers, 2013-2023.

SOURCE : ACLED

Magnus Abe a subi la même chose à Etche », a déclaré une personne.[36] En janvier 2023, le convoi du sénateur Abe a été la cible de tirs lors d'une tentative d'assassinat présumée, mais il en est sorti indemne.[37] Tonye Cole, le candidat de l'APC au poste de gouverneur pour les élections de 2023, aurait également été attaqué.[38] Plusieurs personnes interrogées ont fait état d'attaques à l'encontre des partisans des partis d'opposition pendant les campagnes[39] et d'attaques contre les personnes perçues comme des opposants.[40]

Attaques contre les électeurs et les agents électoraux

Dans les deux États, les gangs s'en prennent également aux électeurs et aux agents électoraux dans les localités où les résultats électoraux ne sont pas favorables à leurs candidats. Bien que ces attaques soient moins fréquentes que celles visant des rivaux politiques, les parties prenantes à Kano et Rivers s'accordent à dire qu'elles sont sanctionnées par des figures politiques et que le but est de perturber le processus électoral et d'empêcher un candidat favori de recueillir des suffrages.[41]

Lors, par exemple, de l'élection du gouverneur de Kano le 18 mars 2023, des gangs ont chassé les électeurs des bureaux de vote et ont détruit les bulletins de vote et les urnes. À midi, les attaques s'étaient multipliées et étendues à de nombreuses localités, dont Dala, Filin Chiranchi, Kabuga, Kankarofi, Gawuna et d'autres secteurs de la municipalité à forte concentration d'électeurs. Dans un bureau de vote de Layin Maiunguwa à Dala, par exemple, la police a dû faire usage de gaz lacrymogènes pour disperser un gang de Yandaba qui avait attaqué et blessé des électeurs.[42]

Les Yandaba ont également ciblé les centres de dépouillement procédant au comptage des votes, notamment dans les LGA de Tudun Wada et de Takai. À Tudun Wada, par exemple, Alhassan Doguwa, parlementaire et membre de l'APC, aurait dirigé un groupe de Yandaba pour attaquer un bureau de campagne du New Nigeria People's Party (NNPP), parti d'opposition. Trois personnes auraient été brûlées vives lors de l'attaque, et 10 autres blessées. Il est cependant prometteur que les autorités nigérianes ont inculpé le parlementaire de meurtre et l'ont placé en détention. Il a nié ces allégations.[43] En mai 2023, un ancien procureur général et commissaire à la justice de Kano a rejeté les accusations portées contre le parlementaire et l'a libéré.[44] Doguwa a été libéré sous caution. Le gouverneur d'État récemment élu, appartenant à un parti politique différent, s'est toutefois engagé à réexaminer l'affaire.[45] Doguwa est actuellement en liberté sous caution et siège à l'Assemblée nationale en tant que membre de la Chambre des représentants.

Les élections dans l'État de Rivers ont également été marquées par des incidents violents, même si de nombreux témoins soulignent qu'il y a eu moins de violence que lors des élections précédentes. Un témoin à Kuru a décrit ce qui s'est passé dans un bureau de vote de la ville d'Ikuru : « Des gens armés sont arrivés pour chasser les électeurs. Même les personnes âgées n'ont pas eu accès aux urnes. Si vous voulez voter, on vous force à voter pour un candidat. »[46] Un homme politique de la LGA d'Andoni a déclaré :

> Les gens ont vu que les [Yandaba] brandissaient des fusils et des armes et n'ont pas pu se présenter aux bureaux de vote. Ceux qui sont venus ont été blessés pour la seule raison d'avoir voulu voter. [...] Quatre ou cinq membres de ma famille ont été blessés à des degrés divers.[47]

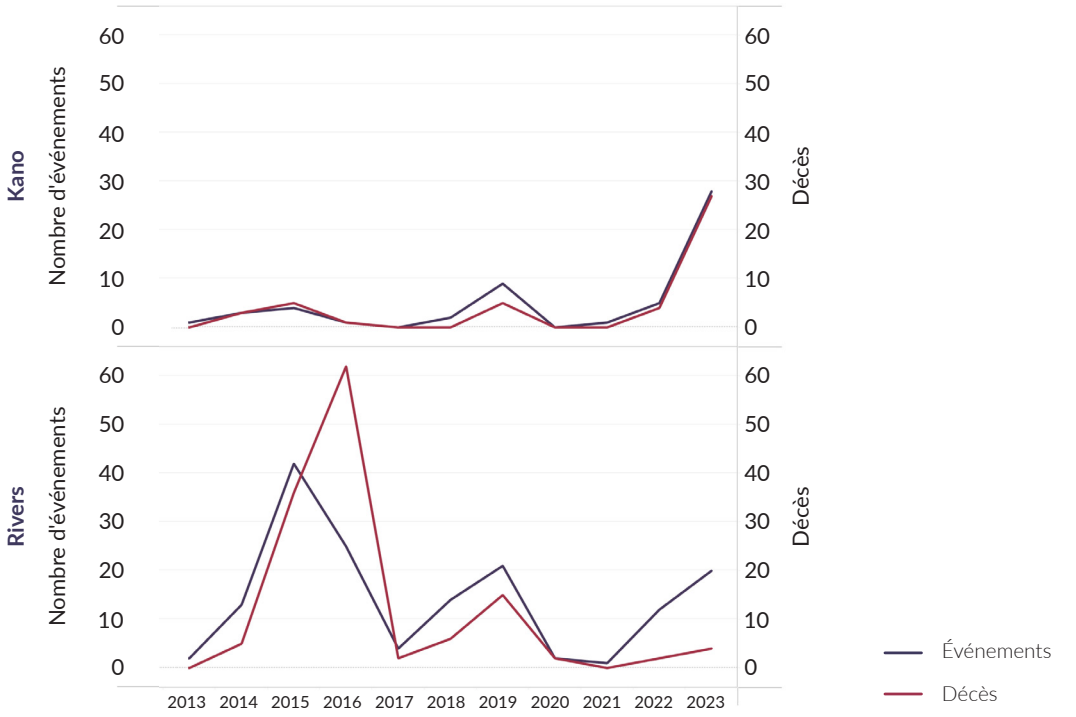


FIGURE 6 Actes violents liés aux élections et décès lors des élections présidentielles et des élections des gouverneurs dans les régions de Kano et de Rivers, 2013-2023.

REMARQUE : Les observateurs de Kano et de Rivers ont unanimement reconnu que les chiffres de l'ACLED sous-évaluent très probablement le nombre d'actes violents politique. Par conséquent, si ces chiffres fournissent un aperçu des tendances, ils n'en donnent certainement pas une image globale.

Détournement et destruction du matériel de vote

Les membres des gangs volent ou détruisent le matériel électoral lorsque l'échec de leur « bienfaiteur » leur semble imminent. La plupart du temps, le vol des bulletins de vote et des urnes est un stratagème pour remplir des bulletins en faveur du candidat du gang. Lorsque le matériel ne peut être saisi, ils le détruisent.

De tels vols et destructions ont eu lieu dans plusieurs secteurs électoraux lors des élections de 2023 à Kano. Comme l'a expliqué un membre du personnel engagé ponctuellement par la commission électorale :

> Les membres du gang ont convergé la nuit sur les locaux de l'école qui devait faire office de bureau de vote et ont fumé du cannabis jusqu'à l'aube. Certains d'entre eux, perchés sur la clôture, brandissaient des armes et juraient. Dès que le vote a commencé le lendemain, ils ont chassé tout le monde et emporté le matériel électoral.[48]

Si le vol d'urnes et de bulletins de vote constitue un élément central de la violence perpétrée depuis 1999 par les Yandaba en période électorale, et si cette pratique est poursuivie dans une certaine mesure en 2023, elle a nettement reculé lors des élections de 2023. Il semble que l'on ait davantage cherché à intimider les électeurs. L'abandon partiel du vol d'urnes et de bulletins de vote s'explique en grande partie par l'introduction d'un nouveau système de vote électronique, connu sous le nom de système bimodal d'accréditation des électeurs (BVAS), qui a rendu le vol d'urnes superflu.

Des scènes similaires se sont déroulées dans l'État de Rivers. Des membres de gangs ont décrit la façon dont ils « dispersaient les électeurs dans les bureaux de vote, s'emparant souvent des urnes au passage : « [On] tire à vue, on fonce, on s'empare de l'urne et on repart en courant. »[49] Certains observateurs ont également expliqué que des membres de gangs armés ont encerclé des personnes dans les bureaux de vote pour perturber les élections.[50]

Ces services de « dispersion » et de « vol de bulletins de vote », qu'un membre de gang a qualifié de « marché de la violence politique », sont normalisés parmi les membres de gangs travaillant lors des différentes élections dans la région de Rivers. Comme l'a dit un membre de gang, « pour les prochaines élections, je jouerai mon rôle habituel, à savoir celui de la dispersion. On se débarrasse de tout le monde et on emmène l'urne là où on veut qu'elle aille. »[51]

Des fonctionnaires de haut rang sont visiblement impliqués dans ces activités. À Ikwerre, par exemple, un haut fonctionnaire du gouvernement local a été aperçu en train de détourner des urnes dans plusieurs bureaux de vote avec la complicité de la police et des membres de cultes. « Il a fait le tour de tout le quartier avec une équipe composée de membres de l'armée nigériane, de la police et de la protection civile. Ils ont saisi les urnes, une à une, en compagnie d'autres voyous », a déclaré un habitant.[52]

Menaces et intimidation des électeurs et des opposants politiques

Depuis 1999, les quatre types de violence électorale décrits ci-dessus sont perpétrés, à des degrés divers, lors des élections générales organisées dans les États de Kano et de Rivers. Jusqu'à présent, les réponses à la violence électorale se sont principalement concentrées sur ces formes de violence bien connues. Les élections de 2023 ont toutefois vu une hausse des menaces et des intimidations

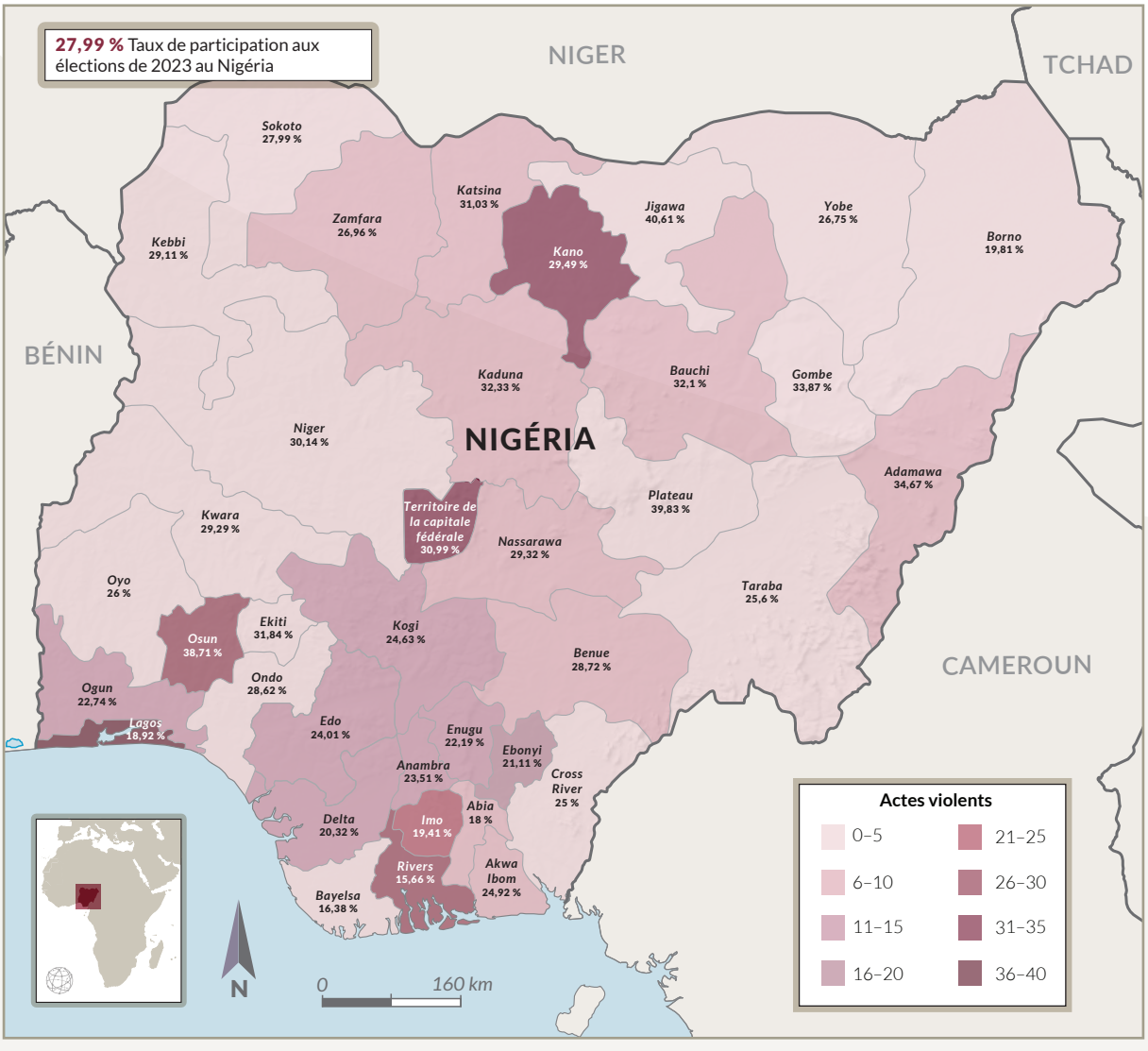


FIGURE 7 Actes violents liés aux élections et taux de participation par État, 2023.

dans les deux États. Ces formes subtiles de violence sont dissimulées, ce qui les rend plus difficiles à détecter et à traiter avec les mesures d'intervention existantes. Elles ont pourtant un impact majeur sur le processus électoral et l'issue de celui-ci.

Bien qu'il y ait eu des menaces et de l'intimidation lors des élections précédentes, de nombreuses personnes à Kano ont souligné qu'elles avaient atteint un degré sans précédent lors des élections de 2023. Ces tactiques visent à priver de victoire les favoris lors des élections en empêchant leurs partisans de voter avant ou pendant le processus électoral. Du fait de précédents de longue date, les personnes menacées sont parfaitement conscientes des conséquences qu'elles encourent en cas de non-respect des ordres. Une femme âgée, qui avait voté à la plupart des élections organisées au Nigéria depuis les années 1980, a ainsi déclaré qu'elle n'était pas allée voter aux élections de 2023 par crainte des violences : « J'avais peur de la violence, alors je ne suis pas sortie et je n'ai pas autorisé mes filles à aller voter [...]. Même en restant à la maison, j'ai continué à prier pour que personne ne se batte. »[53] De nombreux autres habitants de Kano ont souligné qu'ils n'avaient pas voté lors des élections de 2023 par peur des violences.



FIGURE 8 Taux de participation aux élections présidentielles et législative du Nigéria, 1999-2023.

SOURCE : Dataphyte

Dans l'État de Rivers, la violence cachée a également augmenté lors des élections de 2023, les personnes interrogées faisant référence à des gangs-cultes « armés de G3, d'AK-47, de Mach 4, de haches, de machettes et de couteaux pour perpétrer des actes violents afin d'effrayer les électeurs considérés comme des partisans de l'opposition ».[54]

Un autre répondant a déclaré : « On nous a dit de ne pas sortir si nous n'avions pas l'intention de voter pour le PDP. »[55] De nombreuses personnes interrogées ont qualifié la phrase « ne sortez pas » de message clé des élections de 2023.[56] Celui-ci a été largement diffusé par les chefs de nombreuses LGA. Un ancien agitateur a expliqué que les gens avaient peur car ils ne pouvaient plus se déplacer librement et ne venaient plus voter.[57] Le message a manifestement été efficace, puisque Rivers est devenu l'État où le taux de participation aux élections de 2023 a été le plus faible, comme l'illustre la figure 9.

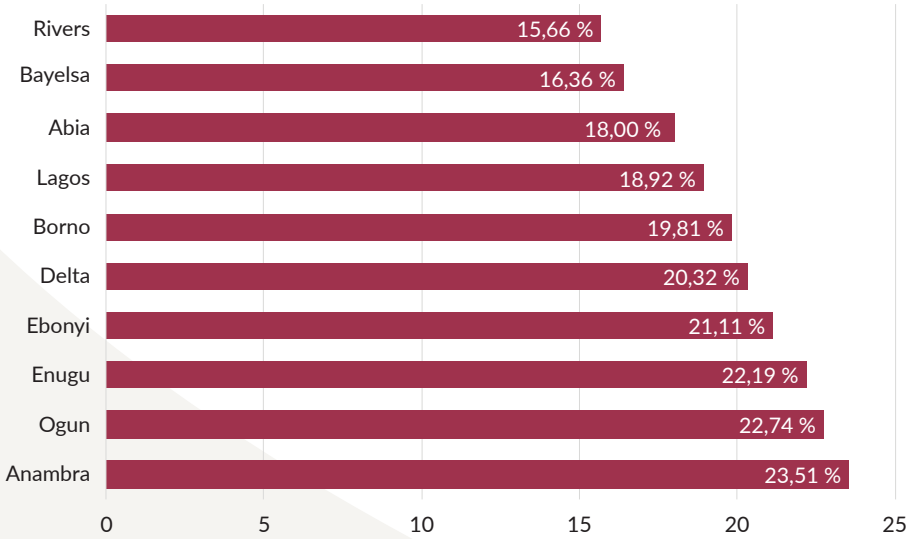


FIGURE 9 Les 10 États où le taux de participation aux élections présidentielles et législatives de 2023 a été le plus faible.

SOURCE : Dataphyte

Il est clairement apparu que, dans les deux États, les incidents violents enregistrés ne reflétaient qu'une fraction des courants violents sous-jacents influant sur les résultats. Comme l'a expliqué un ancien agitateur à propos des élections de 2023 :

> Ces élections ont été extrêmement violentes. Bien que l'on n'ait enregistré aucune perte humaine, la menace était grande. Nous avons vu des voyous brandir des armes à feu, des machettes et dire que si l'on était rattaché à un parti particulier, il ne fallait pas sortir. Alors pourquoi l'aurais-je fait ? J'ai quatre enfants.[58]

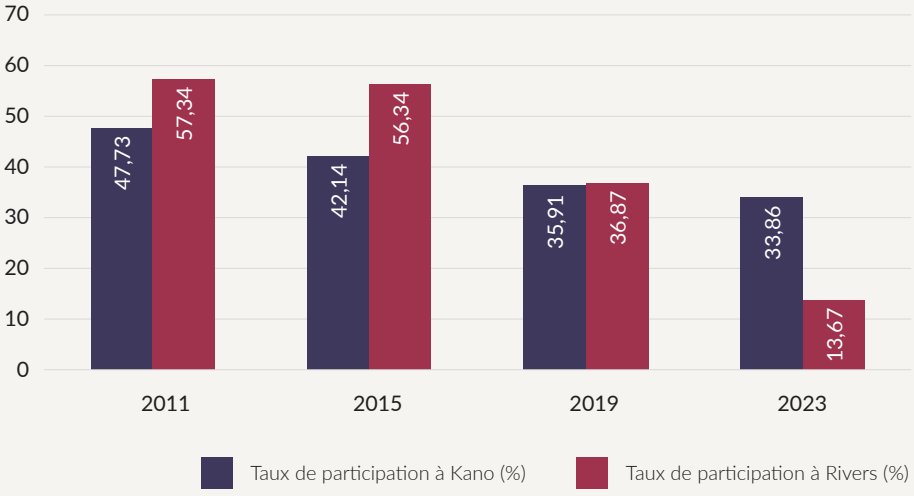


FIGURE 10 Taux de participation aux élections de 2011, 2015, 2019 et 2023 à Kano et Rivers.

SOURCE : Analyses par la GI-TOC de différentes sources médiatiques[59]

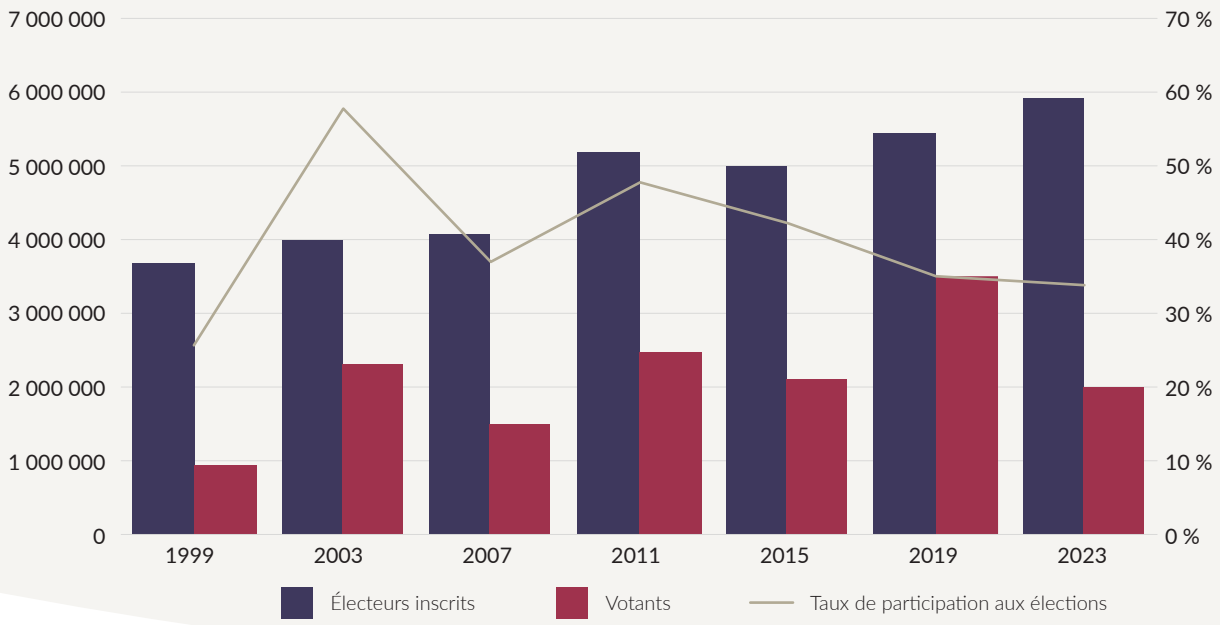


FIGURE 11 Taux de participation électorale à Kano, 1999-2023.

SOURCE : Dataphyte

Si les élections de 2023 ont été marquées par un nombre de meurtres plus faible au Nigéria que lors des précédents cycles électoraux, le taux de participation a également atteint un niveau historiquement bas dans l'ensemble du pays et dans les deux États étudiés (figure 8). Un ancien de la communauté a déclaré : « Beaucoup de gens n'ont pas osé sortir de chez eux le jour de l'élection à cause de la menace. Le taux de participation dans les bureaux de vote a donc été très faible. »[60]

« Je condamne totalement cette pratique. Ils ont utilisé des armes pour chasser les gens », a déclaré un membre d'un groupe de pression.[61] Si la faible participation électorale est probablement due à un ensemble plus large de facteurs, l'augmentation signalée des actes d'intimidation semble en être l'un des principaux moteurs.

Assassinat d'opposants politiques

Selon les signalements, les assassinats politiques n'ont pas été nombreux à Kano et se sont concentrés dans l'État de Rivers. Les membres des gangs ont indiqué que c'était une pratique courante des hommes politiques de les embaucher pour assassiner des opposants politiques. « En territoire ogoni, il y a eu des meurtres, des meurtres partout. »[62]

Le coordinateur de campagne de l'APC pour la LGA d'Ahoada-West, Chisom Lennard, a été abattu lors des élections des gouverneurs et des députés à l'assemblée de l'État qui se sont tenues le 18 mars 2023. Abiye Sekibo, directeur général du conseil de campagne présidentielle du PDP à Rivers, a accusé le gouverneur de l'État de tentative d'assassinat, accusation que le gouvernement a démentie. Cet incident témoigne néanmoins de l'atmosphère de violence qui a précédé les élections de 2023 à Rivers.[63] Selon les médias, des hommes de main ont pris d'assaut la résidence de Lee Maeba, ancien sénateur national de Rivers et président du conseil de campagne présidentielle du PDP pour l'État, dans le cadre d'une apparente tentative d'assassinat. Bien que la tentative d'assassinat n'ait pas abouti, plusieurs membres de sa famille ont été blessés par balle après que les hommes de main aient tiré sans discernement.[64]

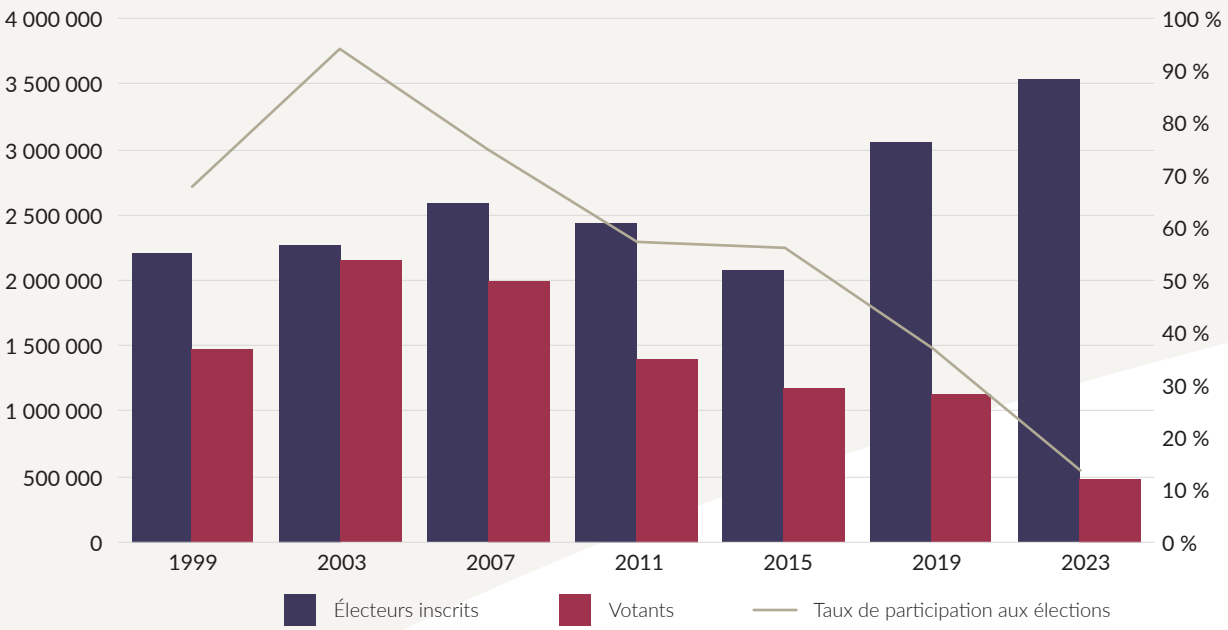


FIGURE 12 Taux de participation électorale à Rivers, 1999-2023.[65]

SOURCE : Analyses par la GI-TOC de différentes sources médiatiques

Des personnes interrogées ont fait part de cas où des hommes politiques ont directement donné l'ordre à des membres de gangs de tuer des opposants, en leur offrant des récompenses pécuniaires.[66] Les assassinats sont devenus le gagne-pain de certains membres de cultes : « Tuer, c'est ce que je fais. Si vous voulez assassiner quelqu'un, appelez-moi et je le ferai pour vous. C'est comme ça que je survis. »"[67] Les personnes interrogées ont fait état de différentes catégories d'assassins, dont « un groupe que nous appelons les kamikazes. Ils ne se soucient pas de savoir s'ils vont mourir ; ils sont prêts à mourir pour vous. »[68]

Enlèvement d'opposants politiques

De même, les enlèvements sont un phénomène couramment signalé à Rivers, mais ne constituent pas un élément central de la violence politique rapportée à Kano. Les membres des gangs de Rivers ont raconté avoir été engagés pour kidnapper des rivaux politiques et les garder en captivité jusqu'à la fin des élections. L'une des personnes interrogées a déclaré : « On fait appel à nous quand il y a un rival. On l'enlève et on le garde jusqu'à la fin des élections. »[69]

Les gangs politiques de Rivers n'exigent généralement pas de rançon avant de libérer les victimes, ce qui montre bien que les enlèvements sont motivés par des raisons politiques plutôt que financières.

Rémunération et incitations à la violence politique

À Rivers et à Kano, la rémunération par les hommes politiques varie en fonction du service offert. Les services à faible risque, tels que la protection d'affiches ou la sécurisation des rassemblements, tendent à donner lieu à des paiements relativement modestes. Un membre de gang à Kano a ainsi révélé qu'il avait été payé 20 000 nairas (24 €)[70] pour empêcher que les affiches d'un homme politique ne soient arrachées pendant un mois, en amont des élections de 2023.[71] Des membres de gangs-cultes de Rivers ont déclaré avoir été payés 5 000 nairas (6 €) pour des services similaires.

Les services d'intimidation semblent mieux rémunérés. Un habitant de Rivers a expliqué que des membres du culte Deebam avaient été payés pour intimider les opposants politiques et les électeurs lors des élections de 2023 : « Ils ont reçu 200 dollars chacun. Ils devaient suivre les instructions [d'un homme politique local]. Ils étaient environ 23 [...], équipés d'armes sophistiquées. »[72] Les enlèvements et les assassinats donnent lieu à des paiements beaucoup plus élevés. Un membre d'un gang de Rivers a déclaré que les hommes politiques payaient 20 à 50 millions de nairas (entre 24 509 et 61 274 euros) pour éliminer un opposant politique.[73]

La rémunération (en termes d'ampleur et de modalités) varie également en fonction de la position hiérarchique des membres du gang. En 2023 et lors des élections précédentes, les chefs Yandaba à Kano, qui servaient d'intermédiaires entre les membres des gangs et les hommes politiques, ont ainsi reçu, en échange de leurs services, de l'argent liquide, des postes politiques, des contrats gouvernementaux, des maisons, des voitures, des parcelles de terrain ou une aide financière pour faire le pèlerinage à la Mecque. Leurs soldats ont reçu de l'argent et des motos dans le cadre de programmes officiels de soutien du gouvernement.[74] Les groupes Yandaba auraient utilisé l'argent reçu pour acheter des armes et de la drogue.[75]

Dans la région de Rivers, les membres de gangs ont déclaré que les récompenses offertes par les hommes politiques ne se limitaient pas à de l'argent, mais comprenaient également des armes,[76] et la protection d'activités criminelles, telles que le soutage de pétrole. Les membres de gangs interrogés ont indiqué que les hommes politiques qu'ils aidaient à accéder au pouvoir leur offraient des « points de fidélité » ou des opportunités commerciales après les élections.

La rémunération financière semble avoir augmenté entre les périodes électorales, les incitations non financières étant de plus en plus répandues. Par exemple, selon un universitaire observant les dynamiques à Rivers, en 2019, les hommes politiques versaient environ 20 000 nairas, contre un minimum de 75 000 nairas en 2023.[77] « Autre changement notable : la plupart des jeunes recrutés pour commettre des actes violents en période électorale siègent actuellement à l'Assemblée de l'État de Rivers ou président des administrations locales. Petit à petit, les voyous deviennent des dirigeants politiques », a-t-il déclaré. Un habitant de Rivers a décrit la tendance comme suit :

> Celui [qui] demande aujourd'hui de l'argent liquide pour survivre demandera un jour plus de contrôle. À ce niveau, la négociation change. Et c'est la raison pour laquelle nous avons désormais des membres de culte dans notre gouvernement. Un grand nombre de membres de l'Assemblée et de présidents de gouvernements locaux ont commis des actes violents avant d'accéder à des postes de direction.[78]

Une autre personne interrogée dans l'État de Rivers a expliqué que le gouvernement de cet État utilisait également les nominations politiques de manière stratégique : « Les 200 000 conseillers d'unité qui ont été nommés par [Nyesom] Wike sont pour la plupart des voyous, des cultistes, dont il s'est servi pour empêcher les autres candidats de faire campagne. »[79]

Position hiérarchique	Rémunération
Principaux acteurs/sponsors (gouverneurs, sénateurs, membres de la chambre fédérale des représentants, présidents de LGA, membres de l'Assemblée de l'État, etc.)	Victoire électorale, pouvoir politique et économique
Intermédiaires (chefs de gangs, hommes politiques locaux, organisateurs locaux)	Nominations politiques, importantes sommes d'argent (entre des centaines de milliers et des millions de nairas), protection d'intérêts criminels (entreprises de soutage, enlèvements, etc.)
Soldats (cultistes des échelons inférieurs)	Des sommes d'argent relativement faibles (entre 1 000 et 10 000 nairas), des emplois post-électoraux (sur des sites de soutage gérés par des intermédiaires)

FIGURE 13 Structure de rémunération pour la violence politique.

SOURCE : Entretiens avec des chefs de gangs et des parties prenantes, Rivers, juin-juillet 2023

Les membres de gangs de rang inférieur sont largement récompensés par de l'argent liquide et des emplois post-électoraux sur des sites de soutage, tandis que les nominations à des postes plus élevés, tels que ceux de conseillers spéciaux, et les sommes d'argent importantes sont réservées aux chefs de gangs.[80]

Les promesses de rémunération faites aux gangs ne sont pas toutes honorées. La trahison, le sentiment d'agitation et d'abandon sont des thèmes centraux qui sont ressortis des entretiens menés à Rivers. Les personnes interrogées ont expliqué que les hommes politiques se servaient d'elles puis les mettaient à l'écart une fois les élections terminées, refusant de payer, tuant certains membres de gangs ou les faisant arrêter.[81]

Un membre de gang a déclaré : « Ce sont nos dirigeants politiques ; nous travaillons pour eux, mais une fois notre mission terminée, ils nous abandonnent. »[82] Les personnes interrogées ont par ailleurs expliqué que cet abandon pouvait avoir diverses conséquences négatives, et se traduire notamment par une augmentation des taux de criminalité.[83] Selon une personne interrogée, certains membres ont reçu 40 % de la somme promise à l'avance, mais se sont vu refuser les 60 % restants après l'élection.[84] Toujours selon elle, les membres de gangs utilisent désormais les armes reçues à des fins criminelles afin de compenser leurs pertes.

Quel sort est réservé aux membres des gangs qui se rangent du côté des perdants lors des élections ?

Les analyses ont eu tendance à se concentrer sur les bénéfices que les gangs rangés aux côtés des partis vainqueurs aux élections tirent de la violence électorale, négligeant souvent le sort réservé aux membres de gangs du côté du camp perdant. À Kano et à Rivers, le fait d'être du côté des perdants a un coût important pour les membres de gangs. En plus d'être privés d'avantages matériels et immatériels (nominations à des postes politiques, faveurs ou protection, par exemple), les chefs de gangs du côté des perdants sont généralement confrontés à divers degrés de persécution, tandis que leurs partisans peuvent devenir la cible de mesures de répression et de descentes policières sur les endroits où ils se cachent, avec à la clé des arrestations et des poursuites potentielles.

Nazifi Nanaso, chef de gang notoire à Kano, est un exemple de membre de gang qui a perdu sa protection politique et a été persécuté. Pendant huit ans, entre 2015 et 2023, Nanaso a agi en toute impunité, s'alignant sur l'APC au pouvoir, et a été accusé d'orchestrer des attaques contre l'opposition.[85] Pendant cette période, il n'a subi aucune conséquence.[86] Quatre mois après la défaite de l'APC aux élections de

mars 2023 et l'accession d'un membre de l'opposition au poste de gouverneur, la police a exigé que Nanaso et 15 autres personnes se rendent ou, à défaut, soient recherchées, les accusant d'être à la tête des gangs Yandaba dans l'État.[87]

À Kano, être du côté des perdants entraîne généralement des persécutions sous la forme d'arrestations et de poursuites judiciaires. À Rivers, les conséquences peuvent être encore plus graves et donnent souvent lieu à des décès. En 2018, une opération conjointe de l'armée et des services de sécurité de l'État a abouti à l'assassinat de Don Waney, un important chef de gang-culte de Rivers qui s'était installé à Enugu. Selon les médias et des entretiens avec des représentants de la société civile, Waney aurait été tué parce qu'il était tombé en disgrâce auprès du parti au pouvoir et qu'il avait perdu la protection dont lui-même et les membres de son gang bénéficiaient auparavant.[88] Que cela soit vrai ou non, la croyance largement répandue accordée à cette explication met en évidence les risques perçus par les chefs de gangs politiques lorsqu'ils perdent leur protection politique.

La répression des membres de gangs alignés aux perdants est fréquente. Les forces de l'ordre les arrêtent et les exhibent publiquement. En parallèle, les gangs rangés du côté du parti au pouvoir opèrent souvent sans supervision.[89] Selon un juriste de Kano, les membres de gangs liés à l'opposition sont fréquemment détenus pour divers motifs, potentiellement sous l'impulsion du parti au pouvoir de laisser le champ libre aux membres de ses propres gangs.[90]

Les chefs et les membres de gangs qui craignent d'être persécutés ou arrêtés peuvent choisir de faire profil bas, limitant leur visibilité et évitant de tomber sur les forces de l'ordre. Dans certains cas, ils peuvent décider de quitter leur lieu de résidence ou leur ville pour ne pas être arrêtés. À la suite d'une série de raids et de mesures de répression dans les bastions des gangs à Rivers en août 2023, la police a ainsi signalé que de nombreux membres de gangs se sont rendus ou ont quitté la ville.[91] Il convient de noter que si ces descentes ne sont pas toujours motivées par des considérations politiques, ce sont les membres de gangs ne bénéficiant pas de protection politique qui sont les plus vulnérables et les plus susceptibles de faire l'objet de poursuites.

Pour éviter les conséquences infligées aux perdants, certains membres de gangs peuvent être poussés à changer d'allégeance politique et à rejoindre le parti vainqueur. Dans certains cas, les hommes politiques et les groupes qui leur sont associés peuvent offrir des incitations ou une protection pour encourager ces personnes à inverser leur allégeance. Dans l'État de Rivers, il est courant que le parti victorieux tende la main aux chefs de gangs qui, bien que du côté du camp perdant, ont su exercer suffisamment de pouvoir et d'influence au sein de leurs communautés respectives.[92]

Un petit groupe de chefs influents, qui ont accumulé assez de pouvoir et d'influence pour se rendre indispensables aux figures politiques, sont concernés par cet effort. Ce groupe restreint est très sollicité par les hommes politiques des différents partis. À Rivers, ces chefs de gangs influents ont réussi à s'aligner sur le camp des vainqueurs, quel que soit le parti politique au pouvoir.[93]

Toutefois, la plupart des chefs de gangs qui ne font pas partie de ce petit groupe de chefs particulièrement puissants ont plus de difficultés à changer leur allégeance au parti vainqueur si leurs commanditaires perdent. Les membres de gangs situés plus bas dans la hiérarchie, qui n'ont souvent pas d'affiliation avec des hommes politiques spécifiques, sont en revanche en mesure de changer de bord de manière relativement aisée. Ils font davantage office de « mercenaires », s'adaptant facilement aux nouveaux alignements politiques avec les candidats victorieux.[94] ■



QUE FONT LES HOMMES DE MAIN POLITIQUES LORSQU'ILS N'EXERCENT PAS DE VIOLENCE POLITIQUE ?

Les élections législatives au Nigéria ayant lieu tous les quatre ans, entre février et mars, il est essentiel de se demander comment ces gangs survivent en période non électorale. Il est important de comprendre leurs sources de revenus au-delà de la violence électorale pour saisir la relation complexe entre politique et criminalité, ainsi que pour élaborer des stratégies efficaces de lutte contre la violence politique et les diverses activités illicites qui y sont liées.

Les Yandaba et le trafic de drogue à Kano

En dehors des périodes électorales, le trafic de stupéfiants (plus précisément la distribution de stupéfiants sur les marchés de consommation de l'État de Kano) est une source essentielle de revenus pour les Yandaba. Les analyses des gangs et des stupéfiants à Kano considèrent pour l'essentiel les membres de groupes de Yandaba comme des consommateurs de drogues et se sont moins intéressées à leur rôle de trafiquants. Si la consommation de drogue joue un rôle essentiel dans « la formation de l'identité et comme signe extérieur de dureté »,[95] le trafic de stupéfiants est devenu un aspect majeur du financement des Yandaba depuis 1986, année où les Yandaba ont été coupés de leurs sources de financement politiques et privés de participer à d'autres activités licites alternatives, en partie à cause de programmes d'ajustement structurel.

Les Yandaba sont des distributeurs locaux et des revendeurs locaux de drogues couramment consommées, notamment de cannabis, de tramadol et de codéine. Les Yandaba jouent un rôle essentiel dans la structure du marché de la drogue de Kano, servant de lien entre les principaux trafiquants et grossistes (qui se trouvent pour la plupart en dehors de l'État) et les consommateurs de drogue au sein des communautés locales.

Les Yandaba ont diversifié les types de drogues qu'ils fournissent depuis les années 1980. Depuis 2010, ils proposent du tramadol, du Rohypnol et de la codéine, en plus du cannabis et d'autres produits pharmaceutiques.[96] Bien que certains leaders de Yandaba soient des consommateurs de cocaïne et d'héroïne avérés, rien n'indique que les Yandaba se livrent à la distribution de ces substances. Ils distribuent principalement des stupéfiants à Kano, mais la position de Kano en tant que point de transit majeur de drogues illicites vers les régions du nord du Nigéria et les marchés du Niger, du Mali et de la Libye vient renforcer le marché de la drogue.



Cannabis récupéré sur des membres de gangs après leur arrestation. Les périodes électorales sont marquées par un afflux de substances illicites à Kano, les membres de Yandaba consommant de la drogue avant de mener leurs opérations. *Photo : Division de la police de Kano*

Les marchés de distribution des stupéfiants de Kano sont largement dominés par les hommes, mais les femmes travaillent également avec les Yandaba et transportent les drogues vers différentes parties de l'État. La National Drug Law Enforcement Agency (NDLEA) a fait état de cas répétés de femmes qui vendent de la nourriture lors de rassemblements électoraux et qui dissimulent également de la drogue dans leurs produits.[97]

Bien qu'il n'existe pas de données quantitatives exhaustives, les observateurs ont fait état d'un essor des marchés de la consommation de stupéfiants à Kano,[98] avec à la clé une augmentation des bénéfices pour les Yandaba. La croissance persistante des marchés de la drogue de Kano, malgré les mesures de répression, peut être attribuée à plusieurs causes.

La première est l'interdépendance entre les hommes politiques et le marché de la drogue. Selon un homme politique de Kano, les partis et hommes politiques prévoient dans leurs budgets des milliards de nairas (N) pour l'achat de stupéfiants et d'armes pendant les élections.[99] De nombreux hommes politiques sont convaincus que les drogues exacerbent l'agressivité des membres de gangs qui sont prêts à se battre violemment pour leur cause.[100] Les drogues sont généralement fournies avant que les membres des gangs ne soient déployés sur le lieu de l'opération. Un chef de gang a expliqué que son gang, composé d'environ 70 membres, consomme pour 500 000 nairas de drogues (notamment de la codéine, du tramadol et du cannabis) avant de mener une opération.[101] « C'est la raison pour laquelle, lors des élections, ces substances affluent et c'est également à ce moment-là que nous procédons à de nombreuses arrestations et saisies », a déclaré un agent de la NDLEA.[102]

En effet, à l'approche des élections de 2023 à Kano, les agents des services répressifs en charge de la lutte anti-drogue ont observé une augmentation du trafic de stupéfiants en direction de l'État de Kano, parallèlement à l'escalade de la violence politique. Une partie est destinée à la consommation des gangs pour les raisons susmentionnées. Cependant, une quantité non négligeable des stupéfiants financés par les hommes politiques serait revendue par les Yandaba sur les marchés de détail de Kano. En achetant des stupéfiants pour les Yandaba, les hommes politiques contribuent au maintien et à l'expansion du marché de la drogue.

Par ailleurs, les gangs de Yandaba impliqués dans le trafic de stupéfiants bénéficient souvent de la protection des hommes politiques qu'ils ont aidés à accéder au pouvoir. Ces hommes politiques usent de leur influence pour obtenir rapidement la libération des trafiquants arrêtés. Cette collusion entre les hommes politiques et les gangs de Yandaba entrave d'autant plus l'efficacité des mesures de répression que les personnes chargées de faire respecter la loi sont impliquées dans la protection des personnes impliquées dans le trafic de drogue.

Le soutien financier et la protection offerts par les hommes politiques aux gangs criminels crée un environnement difficile pour les forces de l'ordre.

Si le trafic de stupéfiants est la principale source de revenus des gangs Yandaba, depuis 2022, ils se sont diversifiés en se livrant également à l'extorsion de fonds. Avec le lancement de projets de construction dans certains secteurs qui font partie des territoires Yandaba, les gangs ont profité de la présence de professionnels du bâtiment sur ces sites pour pratiquer l'extorsion. Selon ces professionnels du bâtiment, les membres armés de gangs Yandaba leur demandent de plus en plus souvent de payer des « frais de règlement » allant de 50 000 nairas (61 €) à 100 000 nairas (122 €). En cas de non-paiement, le groupe Yandaba menace d'interrompre les travaux. Si certains promoteurs et ingénieurs ont cédé aux demandes financières, d'autres ont été contraints d'abandonner des projets.[103]

Groupes cultes, soutage de pétrole, piraterie et enlèvements à Rivers

Comme leurs homologues de Kano, les gangs de Rivers s'appuient sur les économies illicites (principalement le soutage de pétrole, la piraterie et les enlèvements) pour obtenir des revenus en dehors du financement politique. Les chefs de gangs criminels impliqués dans les enlèvements ou le soutage illégal de pétrole interrompent souvent leurs activités avant les élections. Un chef de gang a décrit les activités illicites de son gang en ces termes : « Nous pratiquons le soutage et la piraterie maritime. Je ne permets pas à mes troupes de se droguer. C'est le [gang] Iceland qui se drogue. On est dans le pétrole, nous, et on touche parfois d'autres territoires proches d'Andoni. On ne vole pas. »[104]

Les personnes interrogées ont indiqué de manière répétée qu'en dehors des périodes électorales, les activités illicites constituaient une source de revenus pour les gangs. L'un des répondants a déclaré : « Lorsque les hommes politiques n'ont plus besoin d'eux une fois les élections passées, les hommes de main [ceux qui commettent les violences électorales] retournent à leurs activités habituelles, à savoir rester dans les criques, le soutage, le vol et la piraterie en mer. »[105]

Une fois leur victoire électorale en poche, les acteurs politiques protègent les activités de soutage de pétrole des chefs de gangs qui ont travaillé pour eux, en mettant un terme aux activités de soutage des gangs qui ont œuvré du côté de leurs adversaires. De cette manière, les hommes politiques utilisent la protection du soutage pétrolier comme un outil de chantage, forçant les individus à s'engager dans la violence politique. Un chef de gang a expliqué :

> On aimerait pouvoir poursuivre nos activités de soutage. Mais on nous a dit que si on ne les rejoint pas, nos points d'avitaillement seront fermés et que les forces de l'ordre nous traqueront. On n'a donc pas d'autre choix que de prendre part à cette violence.[106]

Un membre du conseil des anciens d'Ikuru a expliqué que les membres des gangs abandonnaient toutes leurs activités au moment des élections pour se livrer à des actes violents électorale.[107] Le membre d'un gang est allé dans le même sens en déclarant : « Si vous voulez bénéficier de la protection du gouvernement, vous devez participer aux violences électorales. Les élections ont lieu une fois de temps en temps, mais notre activité économique, c'est tous les jours. »[108]



Site illégal de raffinage de pétrole près de Port Harcourt, dans l'État de Rivers, au Nigéria. © *Rey T Byhre/Alamy*

Le lien entre la violence politique et la piraterie est différent. Si les armes obtenues en participant à la violence politique sont utilisées pour commettre des actes de piraterie, il n'existe pas de preuves spécifiques que les acteurs politiques couvrent de tels agissements. Un chef de gang a expliqué : « On nous a dit qu'après l'investiture, on aurait la possibilité de gagner en autonomie et de bénéficier d'une protection du gouvernement pour nos activités de soutage. Mais si on est pris en flagrant délit de vol ou de piraterie maritime, on est livrés à nous-mêmes. »[109]

Il est néanmoins largement admis qu'une fois les élections finies, les hommes politiques abandonnent les membres des gangs en possession des armes qu'ils leur ont fournies pour commettre des violences électorales.[110] Les habitants de Rivers ont souligné que les membres des gangs utilisent ensuite ces armes à des fins de piraterie et de soutage.[111] Par conséquent, qu'ils protègent ou non directement la piraterie, les hommes politiques sont largement considérés comme finançant et armant indirectement les individus qui commettent des actes de piraterie.

Il est généralement admis que la piraterie, la criminalité pétrolière et la violence électorale sont étroitement liées dans l'État de Rivers. Certains répondants ont même souligné les liens logistiques : « Lorsque les pirates opèrent, ils disposent de criques et de havres pour se cacher. Les criques et les havres où ils se cachent sont contrôlés par des voleurs de pétrole qui contrôlent les pipelines qui mènent aux navires de haute mer vers lesquels le pétrole brut est acheminé. »[112]

De nombreuses personnes interrogées ont indiqué que les armes étaient le facteur unificateur : « Il leur faut des armes pour faire toutes ces choses, les mêmes armes qu'ils utilisent le jour des élections. »[113]



INTÉRÊTS CRIMINELS, POLITIQUES ET IMPACTS

La protection accordée par les hommes politiques aux gangs qui se livrent à des actes violents politique contribue dans une large mesure à la persistance, à la violence et à la complexité des marchés illicites. À Kano comme à Rivers, les hommes politiques ne se contentent pas de fournir aux gangs des incitations financières et non financières, ils les protègent également des forces de l'ordre. Grâce à leur position et à leur influence, les hommes politiques empêchent activement l'arrestation des membres des gangs ou assurent leur libération après leur garde à vue. Cette protection est devenue une incitation cruciale pour les gangs à participer à la violence politique.

Protection politique des marchés criminels

À Kano, des hommes politiques seraient intervenus à maintes reprises pour protéger les membres de gangs Yandaba contre des arrestations, des poursuites ou des emprisonnements. Un agent de police divisionnaire a expliqué que les hommes politiques font souvent pression sur les agents de police pour qu'ils relâchent certains membres de gangs qui ont été arrêtés pour des délits liés à la drogue ou des actes violents, et que lorsque ces agents refusent d'obtempérer, les hommes politiques accusent les policiers de se ranger du côté de leurs opposants ou les font transférer.[114]

Le conseiller juridique d'un parti politique présent dans l'État a expliqué qu'en cas d'inculpation de membres de gangs, les partis politiques œuvrent par les voies légales pour les faire acquitter ou leur permettre de s'en sortir avec des amendes dérisoires.[115] Selon l'avocat, il arrive que le gouvernement gracie des membres de gangs qui purgent des peines de prison. En conséquence, les gangs opèrent dans une relative impunité. « J'ai arrêté un membre de gang et je l'ai traduit en justice. Le lendemain, il s'est présenté au poste pour demander sa chemise. Je savais qu'il n'était pas là uniquement pour récupérer sa chemise. Il est venu nous signifier qu'il avait été libéré », a déclaré l'officier de police divisionnaire.[116]

Ne risquant guère d'être arrêtés, les gangs de Kano transforment de plus en plus les rassemblements politiques, les bureaux de campagne et les habitations des hommes politiques en lieux de vente et de consommation de stupéfiants (le plus souvent du cannabis et du tramadol), parfois en dépit de la présence des forces de l'ordre.[117]

À Rivers, une fois les élections terminées, les gangs reprennent leurs activités criminelles et, s'ils sont appréhendés pour des activités criminelles telles que le soutage de pétrole, ils sont souvent relâchés suite à l'intervention d'un homme politique. Comme indiqué précédemment, le soutage de pétrole bénéficie d'une plus grande protection que la piraterie, qui fait l'objet d'une plus grande attention et d'une plus grande condamnation de la communauté internationale.

Si les hommes politiques offrent souvent aux gangs des récompenses financières et une protection, ils prennent aussi régulièrement leurs distances avec les gangs lorsqu'il devient politiquement opportun de le faire.

Impact des gangs, de la violence politique et des activités illicites

Les gangs, et leurs relations étroites avec les hommes politiques, ont un impact significatif non seulement sur les processus démocratiques et la légitimité de l'État au Nigéria, mais aussi sur les marchés criminels qui constituent une source majeure de violence dans tout le pays.

À Kano comme à Rivers, les gangs exercent une influence considérable sur la politique locale en raison du rôle violent qu'ils jouent dans les processus et les résultats électoraux. Le soutien de chefs de gangs influents peut fortement impacter les résultats électoraux, déterminant ainsi qui occupera les postes exécutifs et représentatifs au sein du gouvernement. Conscients de leur influence, certains hommes politiques préfèrent s'assurer le concours de chefs de gangs puissants pour garantir leur succès aux élections. Cette tendance nuit aux principes de transparence et d'équité du système électoral, influe directement sur la qualité de la gouvernance régionale et rend improbable la mise en place de mesures de lutte efficaces contre les gangs et les activités illicites qu'ils mènent.

Conséquence de plus en plus importante de l'influence des gangs sur la politique locale : l'atmosphère de peur omniprésente qu'ils instillent autour des élections, perpétuée par leur recours répété à la violence au cours des élections passées. À Kano comme à Rivers, les élections sont devenues synonymes de violence. Une proportion importante d'habitants des deux États ont été témoins de violences ou connaissent personnellement quelqu'un qui en a été victime.[118] À Rivers, certaines personnes interrogées ont déclaré que l'élection de 2023 « était comme une guerre ».[119]

Cette peur généralisée autour de la période électorale a un impact négatif sur la participation démocratique. De nombreuses personnes sont dissuadées d'aller voter parce qu'elles craignent pour leur sécurité, ce qui prive un nombre considérable d'électeurs potentiels du droit de vote. La peur de la violence n'entrave pas seulement la participation électorale, mais crée un environnement où l'intimidation et la coercition peuvent influencer les résultats des élections, sapant ainsi la légitimité des représentants élus.



Des partisans du All Progressives Congress Party (APC) se réjouissent après la publication des résultats par la Commission électorale nationale à Kano.
© Luis Tato via Getty Images

Une fois en poste, certains hommes politiques sont redevables aux gangs et abusent de leur pouvoir pour protéger les gangs et leurs intérêts illicites, perpétuant ainsi le cycle de la corruption. L'ingérence des acteurs politiques dans les processus de justice pénale pour garantir l'impunité des membres de gangs érode la confiance du public dans les institutions de justice pénale, contribuant à une crise de légitimité de l'État.

La pratique qui consiste pour les hommes politiques à armer les membres des gangs afin qu'ils commettent des actes violents politique en leur nom a des répercussions importantes sur les niveaux de violence observés, non seulement pendant les élections, mais aussi au-delà, y compris au sein des marchés criminels du pays.

Si les conséquences de l'implication des Yandaba sur les marchés de la drogue touchent essentiellement Kano (consommation et violence), à Rivers, l'implication des gangs dans le soutage de pétrole et la piraterie a des répercussions importantes pour l'économie nationale du Nigéria et à l'échelle internationale. Le secteur pétrolier nigérian contribue dans une large mesure au PIB du pays et est depuis longtemps entravé par le vol de pétrole à grande échelle, l'une des grandes raisons pour lesquelles les compagnies pétrolières internationales quittent le pays, diminuant ainsi l'investissement direct étranger au Nigéria.[120] La Nigerian Upstream Petroleum Regulatory Commission, l'autorité de régulation pétrolière du Nigéria, a déclaré qu'au cours du seul premier trimestre 2022, le Nigéria a perdu 1 milliard de dollars en raison du vol de pétrole, une somme dont l'économie en difficulté du pays peut difficilement se passer.[121] L'émergence de la piraterie dans le golfe de Guinée est étroitement liée au soutage du pétrole dans le delta du Niger. La piraterie perturbe le commerce maritime, augmentant les coûts des compagnies maritimes et impactant la chaîne d'approvisionnement. En 2021, on estimait à environ 1,925 milliard de dollars par an les pertes financières combinées causées par la piraterie dans le golfe de Guinée (dont les acteurs sont principalement basés dans le delta du Niger).[122] La protection politique de ces marchés (qu'elle soit directe ou indirecte) a des conséquences dévastatrices.

Les relations entre les gangs et les hommes politiques permettent aux acteurs criminels d'accéder à des ressources (financières, armes, etc.), à une influence et à une protection. Les auteurs sont ainsi protégés des conséquences de leur implication sur les marchés criminels, notamment ceux du trafic de drogue, du soutage de pétrole et de la piraterie, ce qui porte gravement atteinte à la santé, au commerce et à la sécurité aux niveaux local, national, régional et international.



CONCLUSION

Au Nigéria, la violence liée aux élections pose un problème de sécurité important, perpétuant l'instabilité et érodant la confiance dans le processus démocratique. Cette situation contribue à une crise profonde de la légitimité de l'État, que l'État central (confronté à une myriade de conflits et de mouvements séparatistes) peine à surmonter. Les participants à ce processus de recherche ont souligné à maintes reprises leur désillusion, leur peur et leur exclusion des processus politiques dans le pays. Ils ont tous constaté une intensification de la violence politique visant à influer sur l'issue des élections.

Il est essentiel de reconnaître par ailleurs que les données disponibles sur les incidents violents ne représentent que la partie émergée de l'iceberg. Les violences répétées en période électorale ont cimenté des systèmes d'intimidation qui influencent fortement les résultats politiques et sapent la participation démocratique (ces systèmes semblent avoir atteint de nouveaux sommets aux élections de 2023).

Habituellement, les réponses ciblent les membres des gangs qui commettent des violences, mais négligent les liens essentiels entre ces gangs, les hommes politiques et les marchés criminels au sens large qui les font vivre après les élections. Le présent rapport s'est attaché à démêler ces recoupements, à mettre en lumière le lien entre la politique et la criminalité au Nigéria et à souligner comment la participation à la violence politique permet aux gangs d'avoir accès à des armes, les met à l'abri des forces de l'ordre et a des conséquences considérables sur la résilience de marchés criminels nuisibles. L'arrestation et la poursuite des membres de gangs qui se livrent à des violences politiques se sont révélées inefficaces pour enrayer ce phénomène croissant. Toute réponse globale doit donner la priorité à rompre les liens entre les gangs et les hommes politiques, à perturber les filières d'armement et à éliminer toute possibilité pour les gangs de bénéficier d'une protection politique.

Recommandations

En reconnaissant que la violence politique n'est pas un phénomène isolé et qu'elle est liée de manière complexe à d'autres marchés illicites, les autorités peuvent adopter des stratégies plus efficaces pour démanteler les réseaux criminels, renforcer les mesures de répression et œuvrer à l'établissement d'une société plus sûre. Les approches contextuelles qui prennent en compte les marchés illicites spécifiques dans lesquels les gangs s'impliquent en dehors des processus politiques (comme le trafic de stupéfiants à Kano et le soutage de pétrole et la piraterie à Rivers) seront essentielles. Nous proposons ici quelques éléments de base que les différentes parties prenantes peuvent adopter pour créer une réponse efficace.



Des membres de gangs arrêtés par la police et des armes confisquées. *Photo : Division de la police de Kano*

Communautés locales et société civile

Si le pouvoir est concentré entre les mains d'hommes politiques de haut rang, le soutien de la communauté est un fondement essentiel des structures de pouvoir régionales. Un travail à long terme avec les communautés doit donc être fait de toute urgence pour lutter contre la normalisation de la violence en tant qu'outil politique et pour saper le soutien aux acteurs violents.

Engagements communautaires, partenariats et gouvernance : Favoriser les partenariats entre les communautés locales et les services de l'ordre afin de faciliter le partage d'informations et les efforts conjoints de prévention de la criminalité, notamment par la constitution d'observatoires électoraux à l'approche des élections. Mettre en place des interventions visant à renforcer les structures de gouvernance communautaire qui ont été érodées par des cycles de violence politique et sapées par les gouverneurs eux-mêmes, en revenant à la nomination des dirigeants par la communauté plutôt que par les gouverneurs et en réalignant les loyautés.[123]

Autonomisation des jeunes : Élaborer des programmes locaux d'éducation, de formation professionnelle et d'activités de loisir pour détourner les jeunes des gangs.

Éducation civique : Mettre en œuvre des initiatives d'éducation civique au niveau communautaire afin de fournir aux citoyens des connaissances sur leurs droits, leurs responsabilités et l'importance d'une participation démocratique légitime.

Tirer parti du pouvoir des médias pour obliger les hommes politiques à rendre des comptes : Les médias nigérians et les journalistes d'investigation ont un rôle à jouer dans la lutte contre la publication de discours incendiaires incitant à la violence, de fake news et de menaces. Ils peuvent également aider à enquêter sur les hommes politiques qui engagent des gangs pour commettre des actes violents politique et à les tenir responsables de leurs actes, ainsi qu'à identifier les liens de ces individus avec les marchés criminels.

Gouvernement de l'État

Réformes policières et judiciaires : Collaborer avec les services de l'ordre et judiciaires nationaux à la mise en œuvre de réformes globales visant à renforcer le professionnalisme, la transparence et la responsabilité.

Protection des communautés : Les relations clientélistes entre la police et les hommes politiques doivent être interrompues car elles compromettent totalement la sécurité des élections, y compris dans les bureaux de vote. Se contenter de déployer un plus grand nombre d'individus dans les points chauds de violence électorale ne sert à rien si la police coopère avec les acteurs politiques au pouvoir qui usent

de violence, au lieu de protéger les communautés contre les auteurs de cette violence. Bien que les mesures pratiques pour y parvenir soient complexes, les dynamiques actuelles doivent être mises à mal. Pour ce faire, il est nécessaire de soutenir les initiatives locales qui œuvrent pour une police de proximité et d'encourager la coopération entre les forces de l'ordre et la population locale.

Protection des lanceurs d'alerte : Actuellement, les communautés ne sont pas incitées à signaler les actes répréhensibles car, même s'ils sont arrêtés, les auteurs sont généralement relâchés quelques jours plus tard. Ils sont ainsi libres d'intimider ceux qui les ont dénoncés, qui ne sont pas protégés contre les agressions.

Programmes pour la jeunesse : Allouer des ressources aux programmes visant à assurer l'autonomie des jeunes en leur offrant des possibilités d'éducation, de formation professionnelle et de développement des compétences afin de réduire leur vulnérabilité au recrutement par les gangs.

Gouvernement national

Systèmes de vote à distance : À long terme, les systèmes de vote à distance permettraient aux électeurs de voter de manière anonyme et aux suffrages d'être collectés en dehors de la région par des personnes qui ne sont pas liées à l'appareil politique. De tels systèmes sont en place dans de nombreuses régions du monde, et les risques de distortion sont atténués par les systèmes établis, les contrôles et les arbitrages. Bien que leur mise en place au Nigéria soit confrontée à des problèmes importants en termes d'infrastructure technologique et de garantie de l'intégrité du processus, les systèmes de vote à distance pourraient contribuer à affaiblir le rôle de la violence politique dans les processus électoraux.

Facteurs structurels : Il convient de cibler les facteurs qui poussent les jeunes à rejoindre des gangs criminels et à adopter la violence politique comme moyen de subsistance. Créer des perspectives d'emploi et doter les jeunes de compétences adaptées au marché du travail sont des étapes nécessaires pour s'attaquer au fléau des gangs criminels et de la violence politique à long terme. S'attaquer aux discours qui romancent la vie des gangs (par le biais de campagnes sur les réseaux sociaux et d'un engagement auprès des leaders communautaires) pourrait atténuer le recrutement à court terme.

Lutter contre l'impunité : Accélérer le traitement des affaires liées à la collaboration entre les gangs et les hommes politiques, en garantissant des procès rapides et équitables qui permettent d'appréhender à la fois les commanditaires et les auteurs des violences. Malgré l'existence de nombreux cadres législatifs prévoyant des sanctions en cas de violence politique (notamment Public Order Act, le Nigeria Police Act et l'Electoral Act de 2022), ceux-ci sont rarement appliqués. L'adoption du National Electoral Offences Commission Bill (qui est resté en suspens dans les processus législatifs) devrait s'accélérer et le projet de loi devrait être mis en œuvre afin de punir les délits de violence politique à l'avenir.[124]

Il convient d'encourager une réforme juridique visant à modifier la constitution afin de supprimer l'immunité des présidents, des vice-présidents, des gouverneurs et des vice-gouverneurs, en particulier pour les crimes graves et violents. Cette action relancerait une campagne précédente parrainée en 2021 par un membre du PDP.[125] Si cette réforme remet en cause des intérêts bien ancrés, il est essentiel de percer la chape d'impunité dont profitent actuellement les acteurs politiques.[126] De plus, le fait de promouvoir les tentatives de réforme permet au minimum d'attirer l'attention du plus grand nombre sur les problèmes posés par l'immunité.

Les hommes politiques qui soutiennent la violence devraient être arrêtés et poursuivis au pénal, se voir interdire de participer aux élections et être exclus des partis politiques. Cela pourrait dissuader d'autres hommes politiques de faire appel aux gangs pour perpétrer des actes violents. De même, les partis politiques qui soutiennent ou financent le recours à la violence doivent faire l'objet de sanctions pouvant aller jusqu'à la suspension, au retrait de leur certificat d'enregistrement ou à la poursuite des responsables du parti.

Dialogue entre les partis : Les candidats politiques et les dirigeants des partis rivaux devraient participer à des sessions de dialogue sur le thème de la violence politique et s'accorder sur la non-violence comme principe directeur des campagnes et de résolution des différends et des litiges. Les partis rivaux devraient s'entendre sur des protocoles de non-violence et sur l'interdiction de la mobilisation des gangs. Si cela a été le cas lors de la période précédant les élections de 2023 à l'échelle nationale (le 29 septembre 2022, les principaux candidats à la présidence ont signé un accord par lequel ils s'engageaient à une campagne pacifique en 2023), cela pourrait être reproduit au niveau régional.

Communauté internationale

Sanctions : Les acteurs internationaux devraient continuer à imposer des sanctions diplomatiques aux hommes politiques nigérians considérés comme incitant à la violence ou compromettant le vote.[127] Les États-Unis et le Royaume-Uni ont affirmé leur engagement à poursuivre cette pratique en amont des élections de 2023.[128] Au lendemain des élections, les deux pays ont confirmé qu'ils sanctionnaient les personnes concernées, mais n'ont pas rendu publics leurs noms. Afin de maximiser l'impact réputationnel des sanctions, les acteurs internationaux devraient envisager de publier les noms des personnes sanctionnées en vertu de ces pouvoirs. Si ce n'est pas le cas, l'impact des sanctions s'en trouve considérablement affaibli.[129] Les hommes politiques protégeant des individus qui se livrent ultérieurement à des actes de piraterie devraient être sanctionnés, étant donné que la piraterie a un impact significatif sur les intérêts internationaux.

En outre, les sanctions devraient être élargies de façon à intégrer des éléments financiers robustes, notamment le gel des comptes bancaires étrangers des hommes politiques qui soutiennent et alimentent la violence liée aux élections. Les gouvernements étrangers, tels que les États-Unis et le Royaume-Uni, ont le pouvoir d'imposer des sanctions financières sévères aux hommes politiques nigérians connus pour dissimuler de l'argent sale à l'étranger, en particulier au Royaume-Uni.



NOTES

1 Prince Ikechukwu Igwe et Luke Amadi, *Democracy and political violence in Nigeria since multi-party politics in 1999: A critical appraisal*, *Open Political Science*, 4, 101–119.

2 Adriene LeBas, *Violence and urban order in Nairobi, Kenya and Lagos, Nigeria*, *Studies in Comparative International Development*, 48, 240-262 ; Ngobani Ndlovu, *The political rise of southern African machete gangs*, The Article, 16 février 2020, https://www.thearticle.com/the-political-rise-of-southern-africas-machete-gangs ; Kieran Mitton, *'A game of pain': Youth marginalization and the gangs of Freetown*, *The Journal of Modern African Studies*, 60, 1, 45-64.

3 Voir, par exemple, Amnesty International, Zimbabwe. Les agressions contre des partisans de l'opposition doivent donner lieu à des enquêtes dans les meilleurs délais, 9 janvier 2023, https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2023/01/zimbabwe-violent-attacks-against-political-opposition-supporters/ ; ACLED, *When emerging democracies breed violence: Sierra Leone 20 years after the civil war*, 16 décembre 2020, https://acleddata.com/2020/12/16/when-emerging-democracies-breed-violence-sierra-leone-20-years-after-the-civil-war/

4 *Nigeria Elections Tracker 2023*, https://public.tableau.com/app/profile/acled.comms/viz/Nigeria_Security_Tracker18/Dashboard. Dans son rapport, la mission d'observation électorale de l'UE a noté que plusieurs États ont été le théâtre d'actes violents organisée avant et le jour des élections. Voir : *EU Election Observation Mission Nigeria 2023 Final Report*, juin 2023, https://www.eeas.europa.eu/delegations/nigeria/european-union-election-observation-mission-presents-its-final-report_en?s=114

5 International Crisis Group, *Mitigating risks of violence in Nigeria's 2023 elections*, 10 février 2023, https://www.crisisgroup.org/africa/west-africa/nigeria/311-mitigating-risks-violence-nigerias-2023-elections.

6 L'objectif principal de cette étude a émergé des travaux en cours de la GI-TOC sur la corrélation entre criminalité et instabilité politique. Cette question s'appuie sur les idées conceptuelles développées dans le projet de recherche de Katja Lindskov Jacobsen, *(Counter)piracy infrastructures in the Gulf of Guinea (COPIGoG)*, dont l'angle de vue permet de formuler précisément des thématiques de recherche dont l'intérêt dépasse le cadre de la piraterie.

7 Le rapport s'appuie également sur des indications initiales concernant l'implication des pirates dans les violences électorales, telles que celles présentées par l'ONUDC en 2021. Voir Katja Lindskov Jacobsen, *Pirates of the Niger Delta: Between brown and blue waters*, Programme mondial de lutte contre la criminalité maritime de l'ONUDC, 2021, https://www.unodc.org/res/piracy/index_html/UNODC_GMCP_Pirates_of_the_Niger_Delta_between_brown_and_blue_waters.pdf.

8 Anthony Abayomi Adebayo, *Youths' unemployment and crime in Nigeria: A nexus and implications for national development*, *International Journal of Sociology and Anthropology*, 5, 8, 350–357.

9 Entretien avec un commerçant à Kano, décembre 2022.

10 Yunusa Zakari Ya'u, *The youth, economic crisis and identity transformation: The case of the Yandaba in Kano*, *dans Attahiru Jega (ed), Identity Transformation and Identity Politics under Structural Adjustment in Nigeria*. Nordic Africa Institute, 2000.

11 Entretien avec un ancien membre du gang Yanbanga, Kano, 26 décembre 2022 ; entretien avec un journaliste, Kano, 13 décembre 2022.

12 Entretien avec un responsable de parti politique, Kano, 24 décembre 2022.

13 Entretiens avec un ancien haut fonctionnaire, des journalistes et des agents de police, Kano, novembre-décembre 2022 ; entretien avec un membre d'une organisation de la société civile, Kano, 25 novembre 2022.

14 Le 11 mars 2019, la Commission électorale nationale indépendante (INEC) du Nigéria a déclaré que l'élection du gouverneur de Kano n'était pas concluante. Des élections complémentaires ont été organisées dans seulement 22 LGA, et 141 694 votes ont été annulés lors du premier tour du scrutin en raison de violences, après que des voyous ont attaqué un centre de dépouillement. Entretien avec un membre d'une organisation de la société civile, 25 novembre 2022 ; entretiens avec un ancien haut fonctionnaire, des journalistes et des agents de police, Kano, décembre 2022.

15 Entretiens avec un responsable de parti politique et des journalistes, Kano, novembre-décembre 2022.

16 Stephen Tete, *Police perception and decision making related to cult activities in Rivers State, Nigeria*, thèse de doctorat, Walden University, 2020, https://scholarworks.waldenu.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=10933&context=dissertations. Voir aussi : Judith Burfin Asuni, *Understanding the armed groups of the Niger Delta*, Council on Foreign Relations, 2009, https://www.cfr.org/sites/default/files/pdf/2009/09/CFR_WorkingPaper_2_NigerDelta.pdf.

17 « Deebam » et « Deewell » sont parfois orthographiés Deygbam et Deywell. Dans ce rapport, nous utilisons l'orthographe Deebam et Deewell par souci de cohérence.

18 Discussions téléphoniques avec des représentants de la société civile, 7 septembre 2023.

19 Une personne interrogée a par exemple expliqué qu'elle avait été engagée pour effectuer des travaux de forage dans l'Ogoniland. Entretien avec une personne anonyme, mai 2023.

20 L'histoire de l'accession au pouvoir d'Ateke Tom est basée sur des témoignages de représentants de la société civile à Rivers, en mai 2023. Voir également Bestman Wellington, *Nigeria's cults and their role in the Niger Delta insurgency*, *Terrorism Monitor*, 5, 13 (2007), https://jamestown.org/program/nigerias-cults-and-their-role-in-the-niger-delta-insurgency/.

21 Ibid.

22 Voir : Human Rights Watch, *Annexe : Partial overview of cults, gangs, and 'militant groups' in Rivers State*, mars 2008, https://www.hrw.org/reports/2008/nigeria0308/9.htm.

23 Voir : Human Rights Watch, *Background: Root causes of violence in Rivers State*, mars 2008, https://www.hrw.org/reports/2008/nigeria0308/4.htm ; Sofiri Joab-Peterside, *Election wars in Nigeria: The case of Rivers State*, *Academic Journal of Current Research*, 7, 9, 1-16.

24 Commission européenne, *Pirates and oil theft in the Niger Delta*, 2022, https://safety4sea.com/wp-content/uploads/2022/12/European-Commission-Pirates-and-oil-theft-in-the-Niger-Delta-2022_12.pdf ; Katja Lindskov Jacobsen, *Pirates of the Niger Delta: Between brown and blue waters*, Programme mondial de lutte contre la criminalité maritime de l'ONUDC, 2021, https://www.unodc.org/res/piracy/index_html/UNODC_GMCP_Pirates_of_the_Niger_Delta_between_brown_and_blue_waters.pdf.

25 Selon les données de l'ACLED, la violence politique est passée d'un incident par mois en moyenne entre janvier et avril à sept par mois en mai 2022. Les niveaux de violence ont diminué et sont restés stables entre juin et septembre (un à deux incidents par mois), puis ont augmenté à nouveau après le début officiel des campagnes, entre octobre et novembre, et sont restés élevés tout au long de la période électorale en février 2023. Voir : *Nigeria Elections Tracker 2023*, https://public.tableau.com/app/profile/acled.comms/viz/Nigeria_Security_Tracker18/Dashboard

26 Selon les données de Nigeria Watch, une augmentation du nombre de décès a été observée à Kano autour de la période électorale de 2023 par rapport à l'élection précédente de 2019. Rivers a connu une évolution inverse, le nombre de décès ayant diminué au cours de cette période. Voir : *Nigeria Watch*, https://www.nigeriawatch.org/index.php?urlaction=evtStat.

27 Entretien avec une personne anonyme, LGA d'Obio/Akpor, mai 2023.

28 Entretiens avec un échantillon représentatif de parties prenantes et de témoins à Kano et Rivers, novembre 2022-juin 2023.

29 Entretien réalisé dans le cadre du projet COPIGoG, décembre 2022.

30 Ibid.

31 Entretien avec un ancien agitateur, LGA d'Akuku-Toru, 11 mai 2023.

32 Entretien avec un jeune, Port Harcourt, 10 mai 2023.

33 Entretien avec un universitaire, LGA de Khana, 10 mai 2023.

34 Entretien avec un membre du conseil des anciens, Ikuru, LGA d'Andoni, 16 mai 2023.

35 Entretien avec une personne anonyme, Kalabari, Rivers, mai 2023 ; voir également *Abe escapes assassination in fresh Rivers attack*, Punch, 31 janvier 2023, https://punchng.com/abe-escapes-assassination-in-fresh-rivers-attack.

36 Entretien avec une personne anonyme, LGA d'Obio/Akpor, mai 2023.

37 Voir : *Abe escape assassination in fresh Rivers attack*, Punch, 31 janvier 2023, https://punchng.com/abe-escapes-assassination-in-fresh-rivers-attack. Bien que le sénateur Abe soit sorti indemne de l'incident de janvier 2023, il était pour la deuxième fois la cible d'une fusillade. Le 12 janvier 2014, on lui a tiré dessus à bout portant avec des balles en caoutchouc lors d'un rassemblement politique à Port Harcourt, apparemment la police serait en cause, bien que celle-ci ait nié toute implication. Voir : *Police fire rubber bullets and teargas at Senator Magnus Abe in Port Harcourt*, Sahara Reporters, 12 janvier 2014, https://saharareporters.com/2014/01/12/police-fire-rubber-bullets-and-teargas-senator-magnus-abe-port-harcourt.

38 Entretien avec une personne anonyme, Kalabari, Rivers, mai 2023.

39 Entretien avec un homme politique, LGA d'Eleme, 9 mai 2023.

40 Entretien avec un universitaire, LGA de Khana, 10 mai 2023.

41 Entretiens avec des journalistes, des responsables communautaires et des hommes politiques à Kano et Rivers, novembre-décembre 2022 et mai 2023.

42 Des cas similaires ont été signalés dans des bureaux de vote situées en dehors de la capitale de l'État. Dans la LGA de Dambatta, par exemple, des gangs ont attaqué des électeurs et des observateurs électoraux avec des couteaux, tout en détruisant des urnes et des bulletins de vote dans les LGA de Rogo et de Rimin Gado. Entretien avec un responsable de parti politique, 24 décembre 2022 ; entretien avec un ancien haut fonctionnaire, Kano, 23 novembre 2022.

43 Cet incident a été rapporté par divers médias crédibles, notamment Sahara Reporters (*Police arrest House of*

Representatives majority leader, Doguwa, over alleged killing, burning of NNPP office in Kano, north-west Nigeria, 28 février 2023, https://saharareporters.com/2023/02/28/police-arrest-house-representatives-majority-leader-doguwa-over-alleged-killing-burning) ; le Daily Post (*Police arrest House of Reps majority leader Ado Doguwa in Kano*, 28 février 2023, https://dailypost.ng/2023/02/28/police-arrest-house-of-reps-majority-leader-ado-dogunwa-in-kano/) ; et Punch (*Police arrest House of Rep majority leader, Ado Doguwa*, 28 février 2023, https://punchng.com/police-arrest-house-of-rep-majority-leader-ado-dogunwa/). L'implication d'une personnalité politique de premier plan a suscité un vif intérêt de la part du public. Les hommes politiques de premier plan sont rarement poursuivis pour avoir incité à la violence. En mai, un ancien procureur général et commissaire à la justice de Kano a abandonné les poursuites contre le parlementaire. Mais le nouveau gouverneur de l'État, issu d'un parti politique différent, s'est engagé à rouvrir le dossier. Oluwatobi Aworinde, *2023 elections: Two burnt to death in attack on Kano NNPP office*, Channels TV, 27 février 2023, https://www.channelstv.com/2023/02/27/2023-elections-two-burnt-to-death-in-attack-on-kano-nnpp-office ; entretien avec un porte-parole d'un parti politique, 28 février 2023 ; Iro Dan Musa, *3 feared dead as thugs attempt to burn INEC office in Kano*, 21st Century Chronicle, 26 février 2023, https://21stcenturychronicle.com/3-feared-dead-as-thugs-attempt-to-burn-inec-office-in-kano ; Abubakar Ahmadu Maishanu, *House majority leader Ado Doguwa remanded in prison over for alleged murder*, *Premium Times*, 1er mars 2023, https//www.premiumtimesng.com/regional/nwest/585570-house-majority-leader-ado-doguwa-remanded-in-prison-for-alleged-murder.html.

44 *Court declares Doguwa's murder charges unconstitutional*, Punch, 22 mai 2023. https://punchng.com/court-declares-doguwas-murder-charges-unconstitutional/.

45 *Kano vows to reopen case against Doguwa, recover alleged stolen assets*, *The Guardian Nigeria*, 31 mai 2023, https://guardian.ng/news/kano-vows-to-reopen-case-against-doguwa-recover-alleged-stolen-assets/.

46 Entretien avec un membre du conseil des anciens, Ikuru, LGA d'Andoni, 16 mai 2023.

47 Entretien avec un homme politique de la LGA d'Andoni, 16 mai 2023.

48 Entretien avec un membre du personnel ad hoc de l'INEC à Kano, décembre 2023.

49 Plusieurs personnes interrogées ont mentionné le détournement d'urnes. L'une des personnes interrogées a déclaré : « ils vous donnent 10 millions de nairas pour voler tout ce qui se trouve dans le bureau de vote et vous enfuir ensuite ». Entretiens avec des personnes anonymes, LGA d'Andoni, mai 2023. D'autres parlent de « vol de bulletins de vote » par « des gens qui s'enfuient avec des urnes, des armes et des machettes, et tout le reste ». Entretien avec une personne anonyme, Kalabari, mai 2023.

50 Entretien avec une personne anonyme, LGA d'Eleme, mai 2023.

51 Entretien avec un membre de gang réalisé dans le cadre du projet COPIGoG, décembre 2022.

52 Entretien avec un habitant de Port Harcourt, mai 2023.

53 Entretien avec un électeur, Bamako, avril 2023.

54 Entretien avec un agitateur de sexe masculin à Kula, LGA d'Akuku-Toru, 11 mai 2023 ; entretien avec un jeune dans la LGA de Khana, 15 mai 2023 ; entretiens avec un échantillon de témoins dans différentes villes de l'État de Rivers, mai 2023.

55 Par exemple : « Quiconque ne souhaite pas voter pour porter [parti politique cité] au siège de gouverneur et à l'Assemblée de l'État ne doit pas s'approcher du bureau de vote » ; « On n'a pas d'autre choix que de voter pour leur candidat ou de quitter les lieux si on ne veut pas voter pour lui. [...] Si on ne vient pas voter pour un candidat donné, on ne doit pas s'approcher du lieu des élections. » Entretien avec un habitant de l'État de Rivers, mai 2023.

56 Entretien avec un homme politique d'Asarama, LGA d'Andoni, 26 mai 2023 ; entretien avec un habitant de la LGA d'Ikwerre, mai 2023 ; entretien avec un ancien agitateur, Akuku-Toru, mai 2023 ; entretien avec un chef religieux, Gokana LGA, mai 2023 ; entretien avec un jeune de Khana LGA, mai 2023 ; entretien avec un habitant de la LGA d'Ikwerre, mai 2023.

57 Entretien avec un ancien fonctionnaire américain, mai 2023.

58 Ibid.

59 Voir *Nigeria records only 26.72% voter turnout in 2023 election*, Dataphyte, 3 mars 2023, https://www.dataphyte.com/latest-reports/nigeriadecides-nigeria-records-only-26-72-voter-turnout-in-2023-election/ ; *Gov election 2023: Low turnout of voters in Rivers*, Punch, 18 mars 2023, https://punchng.com/gov-election-2023-low-turnout-of-voters-in-rivers/ ; *Rivers State polls record low voter turnout*, Voice of Nigeria, 18 mars 2023, https://von.gov.ng/rivers-state-polls-record-low-voter-turnout/ ; *Voting commences in Kano State with large women turnout*, Voice of Nigeria, 25 février 2023, https://von.gov.ng/voting-commences-in-kano-state-with-large-women-turnout/ ; Khadijat Kareem, *#ChartoftheDay: The Northwest had the highest voter turnout in the 2019 presidential election*, Dataphyte, 6 avril 2022, https://www.dataphyte.com/chart-of-the-day/chartoftheday-the-northwest-had-the-highest-voter-turnout-in-the-2019-presidential-election.

60 Entretien avec un ancien de la LGA d'Eleme, mai 2023.

61 Entretien avec un membre d'un groupe de pression, mai 2023.

62 Une autre personne interrogée a expliqué : « On entend parler d'enlèvements ici et là. Ça arrive en période électorale. Des personnes ont été enlevées. Là, maintenant. Pour des meurtres rituels en échange d'argent. Et aussi pour obtenir une rançon. Cette fois-ci, il n'est plus question de rançon, comme d'habitude, mais de meurtres rituels. » Entretien avec une personne anonyme, LGA d'Obio/Akpor, mai 2023. Cela a également été mentionné lors des entretiens réalisés en décembre 2022 dans le cadre du projet COPIGoG : « La majorité des hommes politiques font appel à nous pour tuer d'autres hommes politiques. »

63 Channels TV, *Rivers govt denies alleged assassination attempt on Atiku's campaign DG*, 10 février 2023, https://www.channelstv.com/2023/02/10/rivers-govt-denies-alleged-assassination-attempt-on-atikus-campaign-dg/.

64 Sahara Reporters, *Thugs allegedly loyal to Governor Wike attack Rivers PDP presidential campaign boss's residence, destroy vehicles*, 8 décembre 2022, https://saharareporters.com/2022/12/08/breaking-thugs-allegedly-loyal-governor-wike-attack-rivers-pdp-presidential-campaign.

65 Voir : *Vote allocation commences: Yar'adua wins Ogun, Edo, Rivers, Delta, Ekiti*, Sahara Reporters, 22 avril 2007, https://saharareporters.com/2007/04/22/vote-allocation-commences-yaradua-wins-ogunedo-rivers-delta-ekiti) ; Chris McGreal, *Ruling party named winner in disputed Nigerian election*, *The Guardian*, 24 avril 2007, https://www.theguardian.com/world/2007/apr/24/chrismcgreal.international.

66 Entretiens avec des chefs de communautés, des hommes politiques et des membres de gangs à Rivers, mai 2023.

67 Entretien avec un membre de gang à Rivers, mai 2023.

68 Ibid.

69 Entretien avec un pirate s'identifiant comme tel, décembre 2022. L'enlèvement d'opposants a également été mentionné dans les entretiens post-électoraux de 2023. Entretien avec un membre de gang à Kalabari, 2023.

70 La conversion du naira en euro est basée sur les taux de la Banque centrale du Nigéria du 14 août 2013, soit 816 nairas pour 1 euro. Voir : https://www.cbn.gov.ng/rates/exchratebycurrency.asp.

71 Entretien avec un membre d'un gang Yandaba, Kano, 22 novembre 2022.

72 Entretien avec un habitant d'Obelle, mai 2023.

73 Entretien avec un pirate s'identifiant comme tel, décembre 2022.

74 Entretien avec un responsable de parti politique, 24 décembre 2022 ; entretiens avec un universitaire et un membre d'une organisation de la société civile, Kano, décembre 2022.

75 Entretien avec un ancien responsable gouvernemental à Kano, 23 novembre 2022.

76 Entretiens réalisés dans le cadre du projet COPIGoG, décembre 2022.

77 Entretien avec un universitaire et un responsable politique local dans la LGA de Khana, 16 mai 2023.

78 Entretien avec un militaire à Khana, 12 mai 2023.

79 Entretien avec un ancien agitateur de la LGA d'Akuku-Toru, 11 mai 2023.

80 Entretiens avec un échantillon représentatif de parties prenantes et de chefs de gangs à Rivers, mai-juin 2023.

81 Entretiens réalisés dans le cadre du projet COPIGoG, décembre 2022.

82 Ibid.

83 Entretien avec une personne anonyme, LGA d'Andoni, 2023.

84 Ibid.

85 *Sponsored thugs attack Senator Kwankwaso's convoy in Kano, 15 people critically injured, 10 vehicles destroyed*, *Taskira*, 21 octobre 2019, https://taskira.com.ng/2019/10/21/sponsored-thugs-attack-senator-kwankwasos-convoy-in-kano-15-people-critically-injured-10-vehicles-destroyed/.

86 Mustapha Usman, *Scores hospitalised as armed thugs attack Kwankwaso's convoy*, Daily Nigerian, 21 octobre 2019, https://dailynigerian.com/scores-hospitalised-as-armed-thugs-attack-kwankwasos-convoy/ ; voir également *Mudathir Ishaq*, *Waka a bakin mai ita: Kwankwaso ya fadi su waye suka kai wa tawagarsa hari a Kano*, Hausa Legit, 21 octobre 2019, https://hausa.legit.ng/1269013-waka-a-bakin-mai-ita-kwankwaso-ya-fadi-su-waye-suka-kai-wa-tawagarsa-hari-a-kano.html

87 Message Facebook en hausa du porte-parole du commandement de la police de l'État de Kano publiant la liste le 7 juillet 2023, https://m.facebook.com/story.php?story_fbid=pfbid054RN31RqjZ3JwcKQLjJ5y44u5BA6WDYdqsAmYzhqz4D61iCeYTsfS8gXogtxFieSl&id=100002762956554&sfnsn=scwspwa&mibextid=RUbZ1f ;Bashir Bello, *Kano Police threatens to declare 16 thugs wanted*, Vanguard, 6 juillet 2023, https://www.vanguardngr.com/2023/07/kano-police-threatens-to-declare-16-thugs-wanted/.

88 Discussions avec des représentants de la société civile, 7 septembre 2023. *Wike a liar, Don Wani was his associate - APC*, Daily Post, 10 janvier 2018. https://dailypost.ng/2018/01/10/wike-liar-don-wani-associate-apc/.

89 Zahraddeen Yakubu Shuaib, *93 thugs arrested at PDP rally, hideouts in Kano*, Daily Trust, 14 février 2023, https://dailytrust.com/93-thugs-arrested-at-pdp-rally-hideouts-in-kano/.

90 Entretien avec un juriste de Kano, novembre 2022.

91 *Gang leaders in Rivers opt to surrender, others flee, as new CP takes battles to bushes*, *Business Day Nigeria*, 7 août 2023. https://businessday.ng/news/article/gang-leaders-in-rivers-opt-to-surrender-others-flee-as-new-cp-takes-battles-to-bushes/.

92 Discussions téléphoniques avec des représentants de la société civile, 7 septembre 2023.

93 Ibid.

94 Entretien avec un homme politique local à Kano, novembre 2022.

95 Abeeb Olufemi Salaam, *Street life involvement and substance abuse among 'Yandaba' in Kano, Nigeria*, *African Journal of Drug and Alcohol Studies*, 10, 2, 119–129.

96 Entretiens avec des membres du gang de Yandaba, novembre 2022.

97 Entretien avec un responsable du NDLEA, Kano, 28 novembre 2022.

98 En 2021, le NDLEA a affirmé qu'« une personne sur six dans l'État est toxicomane », bien que de telles déclarations soient difficiles à vérifier ; voir Buba Marwa, *«One in every six persons in Kano is a drug addict»*, *Premium Times*, 30 août 2021, https://www.premiumtimesng.com/news/headlines/482095-one-in-every-6-persons-in-kano-a-drug-addict-buba-marwa.html.

99 Entretien avec un homme politique, Kano, 23 novembre 2022.

100 Entretien avec un responsable du NDLEA, Kano, 28 novembre 2022.

101 Entretien avec un chef des Yandaba, Kano, 21 novembre 2022.

102 Entretien avec un responsable du NDLEA, 28 novembre 2023.
103 Entretien avec un architecte, Kano, novembre 2022.
104 Entretien avec un membre du Mouvement pour l'émancipation du Delta du Niger (MEND) à Rivers, mai 2023.
105 Entretiens avec un échantillon représentatif de parties prenantes et de témoins oculaires, mai-juin 2023.
106 Entretien avec un membre du MEND à Rivers, mai 2023.
107 Entretien avec un membre du conseil des anciens à Ikuru, mai 2023.
108 Entretien avec un membre du MEND à Rivers, mai 2023.
109 Ibid.
110 Entretiens avec un échantillon représentatif des parties prenantes et des habitants de Rivers, mai-juin 2023.
111 Entretiens avec un échantillon représentatif de parties prenantes et d'habitants de Rivers, mai-juin 2023 ; entretien avec un homme politique de la LGA d'Andoni, mai 2023 ; entretien avec un éducateur de la LGA d'Andoni LGA, mai 2023.
112 Entretien avec une partie prenante du Conseil de la jeunesse Ijaw, Kalabari, mai 2023.
113 Entretien avec un membre d'un groupe de pression, LGA d'Andoni, mai 2023.
114 Entretien avec un agent de police à Kano, décembre 2022.
115 Entretien avec un conseiller juridique du parti à Kano, novembre 2022.
116 S'adressant à la presse en 2019, un porte-parole de la police de Kano a déclaré : « Les hommes politiques contribuent au problème de la toxicomanie en achetant des stupéfiants pour eux [Yandaba] et en faisant appel à ces personnes pour leurs campagnes. Et quand on les arrête, on commence à recevoir des appels [des hommes politiques]. » Sahara Reporters, *In Kano, politicians, thuggery fuel addiction*, 4 février 2019, https://saharareporters.com/2019/02/04/kano-politicians-thuggery-fuel-addiction.
117 Entretien avec un responsable du NDLEA, 28 novembre 2023.
118 Les données d'Afrobarometer en 2017 indiquent qu'une personne sur quatre au Nigéria a subi une forme de violence politique au cours des deux années précédentes. Afrobarometer, *Explaining the experience of political violence in Nigeria*, mars 2023, https://www.afrobarometer.org/wp-content/uploads/2023/03/WP197-Explaining-the-experience-of-political-violence-in-Nigeria-Afrobarometer-working-paper-9march23.pdf.
119 Entretiens avec un échantillon d'hommes politiques et de témoins oculaires à Rivers, mai-juin 2023.
120 Parmi les compagnies pétrolières internationales qui quittent le Nigéria figurent Total, Exxon Mobil, Royal Dutch Shell, Chevron et Texaco. The Nation, *ICYMI : Why Shell, Chevron, other oil majors are leaving Nigeria*, 19 avril 2021, https://thenationonlineng.net/icymi-why-shell-chevron-other-oil-majors-are-leaving-nigeria/.
121 The Cable, *Oil theft: Nigeria lost $1bn in Q1 2022, says NUPRC*, 30 juin 2022, https://www.thecable.ng/oil-theft-nigeria-lost-1bn-in-q1-2022-says-nuprc.
122 ONUDC, Situation et causes profondes de la piraterie et des vols à main armée en mer dans le golfe de Guinée, Rapport du Secrétaire général, 1er novembre 2022, « S/2022/818 », https://reliefweb.int/report/nigeria/situation-et-causes-profondes-de-la-piraterie-et-des-vols-main-armee-en-mer-dans-le-golfe-de-guinee-rapport-du-secretaire-general-s2022818
123 La destitution de l'Émir de Kano, Lamido Sanusi, par le gouverneur Abdulahi Ganduje en mars 2020 est un exemple très médiatisé de l'influence exercée par les gouverneurs sur les institutions traditionnelles. Voir : Ce jour en direct, *Ganduje : Why I dethroned Sanusi as Emir of Kano*, 16 décembre 2020, https://www.thisdaylive.com/index.php/2020/12/16/ganduje-why-i-dethroned-sanusi-as-emir-of-kano.
124 International Crisis Group, *Mitigating risks of violence in Nigeria's 2023 elections*, 10 février 2023, https://www.crisisgroup.org/africa/west-africa/nigeria/311-mitigating-risks-violence-nigerias-2023-elections.
125 Punch, *Reps propose president, govs' immunity clause removal*, 10 juillet 2021, https://punchng.com/reps-propose-president-govs-immunity-clause-removal/.
126 En février 2023, un membre de la Chambre des représentants de Kano a été arrêté et accusé d'avoir dirigé une bande d'hommes de main politiques qui ont attaqué et incendié le secrétariat du NNPP à Tudun Wada, faisant deux morts. Le parlementaire a été libéré sous caution une semaine après son arrestation et, bien que le nouveau gouverneur de Kano ait promis de veiller à ce que justice soit rendue dans cette affaire, le parlementaire se déplace toujours librement. Voir *Premium Times*, *New Kano governor vows to re-introduce murder case against Doguwa*, 30 mai 2023, https://www.premiumtimesng.com/regional/nwest/601403-new-kano-governor-vows-to-re-introduce-murder-case-against-doguwa.html.
127 Les États-Unis et le Royaume-Uni ont tous deux mis en garde contre cette possibilité à l'approche des élections de 2023. Voir Luminous Jannamike, *US threatens visa ban on election riggers, backs adoption of BVAS*, Vanguard, 18 novembre 2022, https://www.vanguardngr.com/2022/11/2023-us-govt-threatens-visa-ban-on-election-riggers-backs-adoption-of-bvas/ ; *US reaffirms visa ban on election riggers*, *Daily Sun*, 22 novembre 2022, https://sunnewsonline.com/us-reaffirms-visa-ban-on-election-riggers/.
128 British High Commission Abuja, *UK Minister for Africa statement on upcoming Nigeria elections*, Gov.uk, 21 février 2023, https://www.gov.uk/government/news/minister-mitchells-statement-to-the-people-of-nigeria-before-the-2023-general-election.
129 Département d'État des États-Unis, *Taking steps to impose visa restrictions on individuals involved in undermining democratic process during Nigeria's 2023 elections cycle*, https://www.state.gov/taking-steps-to-impose-visa-restrictions-on-individuals-involved-in-undermining-the-democratic-process-during-nigerias-2023-elections-cycle/.



GLOBAL INITIATIVE
AGAINST TRANSNATIONAL ORGANIZED CRIME

À PROPOS DE GLOBAL INITIATIVE

The Global Initiative Against Transnational Organized Crime (l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, GI-TOC) est un réseau international de 600 experts répartis aux quatre coins de la planète. Elle offre une plateforme pour promouvoir un débat plus approfondi et des approches innovantes comme fondements d'une stratégie mondiale inclusive contre le crime organisé.

www.globalinitiative.net